



LUTTE
GRÉCO-ROMAINE :
10 MÉDAILLES
POUR
L'ALGÉRIE

PP. 16-17

**NASRI REÇOIT L'AMBASSADEUR
D'ÉGYPTE EN ALGÉRIE :**



**«IL FAUT INTENSIFIER
L'ACTION COMMUNE»**

P. 2

**2^e SOMMET DES NATIONS UNIES
SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES
(UNFSS+4) À ADDIS-ABEBA**



**REZIG PRÉSENTE
L'EXPÉRIENCE
ALGÉRIENNE**

P. 4

**63^e ANNIVERSAIRE
DE L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE**



**UNE STÈLE
À LA MÉMOIRE
DES DISPARUS !**

PP. 12-13

**ARKAB REÇOIT LE PDG DE MIDAD
ENERGY AFRIQUE DU NORD**



**DES PROJETS
STRATÉGIQUES
MIS EN ŒUVRE**

P. 9

**MASSAD BOULOS, HAUT CONSEILLER DU PRÉSIDENT
AMÉRICAIN POUR L'AFRIQUE, LES AFFAIRES ARABES
ET LE MOYEN-ORIENT, REÇU PAR LE PRÉSIDENT TEBBOUNE**

ALGÉRIE-USA LE «NEW DEAL»



**LES PRÉSIDENTS TEBBOUNE
ET TRUMP PARTAGENT
UNE MÊME VISION :**

**«INSTAURER LA PAIX,
VAINCRE LE TERRORISME,
SÉCURISER NOS FRONTIÈRES
RESPECTIVES ET
PROMOUVOIR UN
COMMERCE ÉQUITABLE»,
A DÉCLARÉ MASSAD BOULOS.**

● **ATTAF REÇOIT LE HAUT CONSEILLER DU PRÉSIDENT
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE POUR L'AFRIQUE**

PP. 2-3

ANNONCE DES RÉSULTATS DES ÉTUDES DE DOSSIERS AADL 3

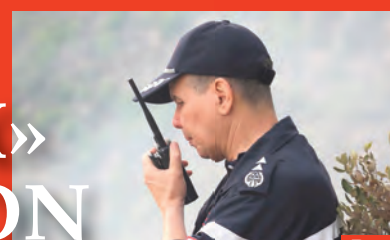
**SOULAGEMENT
DES SOUSCRIPTEURS**



P. 5

«PÉRIPLÉ» DU DGPC BOUALEM BOUGHLEF DANS LES WILAYAS DE L'EST

**DANS
«LES FEUX»
DE L'ACTION**



P. 7

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT
L'AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE EN ALGÉRIE

UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX RELATIONS BILATÉRALES

● M. RAMDHANE EL FAYEDH A SOULIGNÉ L'ATTACHEMENT CONSTANT DE SON PAYS À LA PROMOTION DES RELATIONS DE COOPÉRATION BILATÉRALE.



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, hier, l'ambassadeur de la République tunisienne en Algérie, M. Ramdhane El Fayedh qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie. L'audience s'est déroulée en présence de M. Boualem Boualem, directeur de cabinet à la présidence de la République, et de M. Amar Abba, conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques. Dans une déclaration à la presse, au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. El Fayedh a mis en avant «l'attention particulière» accordée par le président de la République tunisienne, M. Kaïs Saïed, et les autorités de son pays aux relations de coopération bilatérale.

Il a, par là même, souligné «l'attachement constant du président Kaïs Saïed à la promotion de ces relations», pour qu'elles soient à la hauteur des aspirations des deux peuples et des dirigeants des deux pays. M. El Fayedh a, par ailleurs, indiqué avoir transmis au président de la République «les salutations fraternelles» de son homologue tunisien. Et d'ajouter : «j'ai renouvelé au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, les félicitations du Président Kaïs Saïed, à l'occasion de la fête de l'Indépendance de l'Algérie, ainsi que ses vœux de prospérité et de bien-être au peuple algérien». L'ambassadeur tunisien a également tenu à exprimer ses remerciements au président de la République et aux autorités algériennes pour le soutien dont il a bénéficié tout au long de sa mission en Algérie.

LE WASHINGTON INSTITUTE FOR NEAR EAST POLICY PLAIDE POUR UN PARTENARIAT PLUS ÉTROIT :

« ÉCOUTONS L'ALGÉRIE ! »

■ FARID AÏT SAÂDA

La Maison-Blanche doit renforcer sa relation avec le palais d'El-Mouradia. Telle est la recommandation faite par The Washington Institute for Near East Policy, un Think Tank (groupe de réflexion) américain chargé d'établir des analyses réalistes et pragmatiques des relations des États-Unis d'Amérique avec ses partenaires du Proche-Orient, et même du monde arabe en général, et de faire des recommandations sur la meilleure façon de les promouvoir et de les améliorer. Dans sa note de politique mensuelle de juillet 2025, intitulée «L'engagement stratégique des États-Unis avec l'Algérie - Une voie au milieu d'une dynamique changeante», cet institut a énuméré une série d'arguments qui plaident en faveur d'une coopération plus étroite entre les deux pays, au regard surtout du contexte géopolitique et sécuritaire régional et de la nouvelle politique économique algérienne faite d'ouverture aux investissements fructueux.

Affirmant que, «pour les États-Unis, la direction future de l'Algérie compte pour plusieurs raisons», la note cite, entre autres, le fait que Washington a entamé un approfondissement de ses relations bilatérales, au moment où Alger a également montré les signes d'une volonté d'améliorer ses relations et aussi le fait que l'Algérie peut servir de partenaire-clef en matière de

sécurité dans une région de plus en plus instable. Les États-Unis devraient voir encore plus loin, souligne la note, puisqu'une économie algérienne forte pourrait aider à renforcer la stabilité socio-économique des États européens, alliés des États-Unis, tout en s'assurant que l'Algérie développera un partenariat équilibré avec les Américains, plutôt que de le faire exclusivement avec leurs concurrents stratégiques. Un partenariat fort entre Washington et Alger permettra également une coopération plus approfondie dans le domaine de la sécurité et de la lutte antiterroriste. Autre argument souligné par la note : «Il devrait faciliter des opportunités d'affaires américaines élargies dans ce vaste et relativement riche pays.»

Pour ce faire, insiste la note,

«L'Algérie est, effectivement, un pays de grande opportunité possédant de nombreux points forts, dont un engagement pour les médiations et dialogues diplomatiques, des ressources naturelles significatives et une culture de la jeunesse dynamique.»

«les États-Unis doivent d'abord faire sentir à l'Algérie qu'ils sont à son écoute». Et, surtout, «lui montrer un plus grand respect». Plusieurs actions entreprises par les États-Unis, tel le mémorandum d'entente sur la défense, signé en



janvier 2025, et la commission militaire mixte qui en a découlé, abondent dans ce sens. L'institut recommande «des dialogues réguliers (...) dans le but d'absorber les principaux désirs et préoccupations de l'Algérie concernant le partenariat bilatéral et vice-versa, spécialement autour des domaines clefs de la sécurité et de l'énergie». Le volet sécuritaire devrait être l'axe principal de ce partenariat étroit, surtout pour faire face au terrorisme

dans la région du Sahel. La note est explicite à ce sujet : «À la lumière de l'instabilité croissante au Sahel, Washington doit saisir le désir ardent de l'Algérie d'être un leader régional en matière de sécurité et aider à promouvoir l'excellence du pays en matière de lutte antiterror-

riste. De tels efforts doivent explicitement reconnaître et construire sur les capacités existantes de l'Algérie, plutôt que de se concentrer sur les efforts des États-Unis pour renforcer les capacités algériennes. Plus grands seront le respect et la confiance mutuels, plus grandes seront les chances de voir l'Algérie offrir davantage de partage de renseignements et d'autres formes de coopération - incluant même éventuellement une contribution aux initiatives multilatérales de maintien de paix ailleurs sur le continent.»

Le domaine économique n'est pas en reste dans les recommandations du Washington Institute for Near East Policy. Par exemple, les Américains peuvent aider les Algériens à exploiter le gaz de schiste sans épuiser les réserves d'eau souterraines, suivant des techniques qui ont montré leur efficacité dans

les champs gaziers américains. Par ailleurs, les experts américains peuvent également coopérer avec l'Algérie pour améliorer l'efficacité de la production agricole, surtout en matière de techniques d'irrigation.

Il en est de même du secteur de la santé que l'Algérie aspire développer localement, où l'expertise américaine serait bénéfique, à travers des partenariats. Des opportunités de collaboration sont également préconisées dans les domaines des mines et de l'agroindustrie et, surtout, dans le domaine de l'enseignement et de la formation en langue anglaise, vu que l'anglais est devenu la première langue étrangère enseignée dans l'école algérienne. Parmi les bons exemples de coopération commerciale que la note a cités, il y a la licence accordée à des éleveurs du Texas pour vendre des vaches laitières à l'Algérie. En somme, la note affirme que «l'Algérie peut être un partenaire utile tant que les opérateurs américains sont disposés à opérer selon les conditions de l'Algérie».

Pour résumer, la note souligne que «l'Algérie est, effectivement, un pays de grande opportunité possédant de nombreux points forts, dont un engagement pour les médiations et dialogues diplomatiques, des ressources naturelles significatives et une culture de la jeunesse dynamique». C'est déjà un argument assez fort pour contracter un partenariat fort.

F. A.

EL MOUDJAHID

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Édité par l'EPE-SPA

EL MOUDJAHID

au capital social de 200.000.000 DA
20, rue de la Liberté, Alger

Président-Directeur Général
Directeur de la publication
Brahim TAKHEROUBTE

DIRECTION GÉNÉRALE
Téléphone : 021.73.79.93 - Fax : 021.73.89.80
REDACTION EN CHEF
Téléphone : 021.73.99.31 - Fax : 021.73.90.43
Internet : http://www.elmoudjahid.dz
E-mail : elmoudjahid@elmoudjahid.dz

BUREAUX RÉGIONAUX
ORAN
Maison de la Presse
3, place du 1^{er} Novembre - Tél. : (041) 29.34.94
ANNABA
2, rue Condorcet - Tél. : (038) 45.12.32
BORDJ BOU-ARRERIDJ
Ex-siège de la wilaya
Rue Mebarkia-Smail, B.B.A. 34000
Tél/Fax : (035) 68.69.63
SIDI BEL-ABBES
Maison de la presse Amir-Benaïssa
Immeuble Le Garden, S.B.A.
Tél/Fax : (048) 54.42.42
BEJAIA
Bloc administratif, rue de la Liberté - Tél/Fax : 034.12.97.88

TIZI OUZOU :
Cité Mohamed-Boudiaf (ex-2000) lotissement 3, 1^{er} étage, Nouvelle ville
Tél. - Fax : (026) 21.73.00
MASCARA : Maison de la Presse
Rue Senouci-Habib
Tél.-Fax : (045) 75.27.50
PUBLICITE
POUR VOTRE PUBLICITE, S'ADRESSER A :
L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de
Publicité «ANEPI»
Agence ANEP : 01, avenue Pasteur-Alger
Tél. : (020) 05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : (020) 05.11.48 / 020.05.13.45/020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
ORAN : 3, rue Mohamed-Khemisti
Tél. : (041) 39.10.34. Fax : (041) 39.19.04 - Tél. : 22.32.20
agence.oran@anep.com.dz
ANNABA : Centre d'affaires El Djouhara, 9 avenue de l'ALN
Tél. : (038) 43.67.69 ou 72 - Fax : (038) 43.67.67
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Régie publicitaire
EL MOUDJAHID
20, rue de la Liberté, Alger - Tél/Fax : 021 73.56.70
ABONNEMENTS
Pour les souscriptions d'abonnements, achats de journaux ou commandes de photos, s'adresser au service commercial : 20, rue de la Liberté, Alger.
COMPTES BANCAIRES
Agence CPA Che-Guevara - Alger
Compte dinars n° 00 400 102 401 703 860 117
Agence BNA Liberté
Dinars : 001 00605 0300 004413/14
Devises : 001 00605031001007857
Cptes BDL - Agence Port Saïd
Dinars : 005 001074002478620/28
Devises : 005001074572478620/30
Édité par l'EPE-SPA
EL MOUDJAHID
Siège social : 20, rue de la Liberté, Alger
IMPRESSION
Édition du Centre : Société d'Impression d'Alger (SIA)
Édition de l'Est : Société d'Impression de l'Est, Constantine
Édition de l'Ouest : Société d'Impression de l'Ouest, Oran

Édition du Sud :
Unité d'Impression de Ouargla (SIA)
Unité d'Impression de Béchar (SIA)
DIFFUSION
Centre : EL MOUDJAHID
Tél. : 021 73.94.82
Est : SARL «K.D. Ps»
Tél-fax : 044 38.11.39
Mobile : 0550 55.21.27
Ouest : EURL KHALED DIFFUSION
Mobile : 0668.37.37.69
Béchar : EURL KHALED DIFFUSION
Mobile : 0668.37.37.69
Ouargla : EURL BENKANOU DIFFUSION
Tél : 029 76.10.88 / Mobile : 0798.31.25.38
France : IPS (International Presse Service)
Tél. 01-46-07-63-90

L'édition du 27 Juillet a été tirée à 12.400 exemplaires.

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation...

MASSAD BOULOS, HAUT CONSEILLER DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN
POUR L'AFRIQUE, LES AFFAIRES ARABES ET LE MOYEN-ORIENT, REÇU
PAR LE PRÉSIDENT TEBBOUNE

ALGÉRIE-USA «LE NEW DEAL»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier à Alger, le haut conseiller du Président américain pour l'Afrique, les Affaires arabes et le Moyen-Orient, Massad Boulos, qui conduit une importante délégation, a indiqué, hier, un communiqué de la présidence de la République.

■ KARIM AOUDIA

Au sortir de l'audience de l'audience, M. Massad Boulos a affirmé que sa visite en Algérie a pour objectif de renforcer le partenariat entre l'Algérie et les États-Unis. «Je tiens à souligner que cette relation revêt une importance capitale pour les États-Unis» a-t-il assuré dans une déclaration à la presse. «J'ai particulièrement apprécié l'accueil chaleureux et l'hospitalité du Président Tebboune, qui témoignent des liens solides qui unissent les États-Unis et l'Algérie, que ce soit dans les domaines du commerce, de la sécurité ou d'autres secteurs clés» a-t-il ajouté. Et de poursuivre : «J'ai également partagé avec le Président Tebboune la vision du Président Trump concernant la coopération en vue de défendre nos intérêts communs, instaurer la paix, vaincre le terrorisme, sécuriser nos frontières et promouvoir un commerce équitable, bénéfique tant pour les Américains que pour les Algériens, dans un cadre de respect mutuel et de dialogue». «Ce fut pour moi un honneur d'écouter attentivement le Président Tebboune exposer son point de vue sur les défis cruciaux dans la région du Sahel» dira encore Massad Boulos, plaidant pour une coordination des efforts dans le cadre des relations bilatérales pour renforcer la paix et la stabilité régionale.

Des relations dans le sillage desquelles l'Algérie et les USA accordent «une grande importance à notre dialogue constant, et œuvrent conjointement à résoudre certaines des problématiques les plus complexes au monde, notamment du

rant la période où l'Algérie siège au Conseil de sécurité des Nations unies» a-t-il appuyé. «Nous partageons un intérêt commun pour un monde plus pacifique et plus stable» a insisté en outre, le haut responsable US qui dit avoir évoqué avec le Président Tebboune et le ministre d'Etat, Ahmed Attaf «le potentiel immense qu'offre le renforcement de la coopération commerciale entre les États-Unis et l'Algérie, particulièrement dans le secteur de l'Énergie, mais également dans divers autres domaines. «Cette visite a constitué une opportunité précieuse pour explorer de nouvelles voies de coopération» a-t-il conclu.

Cette dynamique s'annonce comme un «New Deal», dans les relations algéro-américaines.

Avant même son arrivée à Alger, le haut conseiller du président des États-Unis a tenu mettre en relief son compte Twitter «la position de l'Algérie comme partenaire stratégique prometteur». M. Massad Boulos a été reçu par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf.

Un communiqué du ministère indique que «le ministre d'Etat a eu un entretien en tête-à-tête avec M. Boulos, suivi d'une séance élargie de discussions avec la participation des deux délégations». Ces entretiens ont permis d'examiner les différentes dimensions des



«J'ai partagé avec le Président Tebboune la vision du Président Trump concernant la coopération en vue de défendre nos intérêts communs, instaurer la paix, vaincre le terrorisme, sécuriser nos frontières respectives et promouvoir un commerce équitable dans un cadre de respect mutuel et de dialogue».

relations algéro-américaines et d'explorer les perspectives de leur élévation au plus haut niveau possible, précise la même source. «Dans ce cadre, les deux parties ont salué le dialogue stratégique en

cours entre l'Algérie et les États-Unis et se sont félicitées de la dynamique positive que connaît le partenariat bilatéral dans plusieurs secteurs vitaux considérés comme prioritaires pour les deux pays, tels que la défense, l'énergie, l'agriculture, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique», ajoute le communiqué.

Les deux parties ont également souligné le niveau de coordination entre les deux pays au sein du

Conseil de sécurité de l'ONU et ont échangé leurs analyses sur les principales questions d'actualité en Afrique, notamment l'évolution de la situation en Libye et au Sahara occidental, ainsi que dans les régions du Sahel, des Grands Lacs, et plus largement dans l'ensemble du continent africain, conclut la même source.

Par ailleurs, dans la même journée d'hier M. Massad Boulos a été reçu par le ministre d'Etat, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab. «Les discussions ont porté sur l'état et les perspectives des relations algéro-américaines, marquées par une dynamique renouvelée à la lumière de l'engagement des deux parties à renforcer le dialogue stratégique et la coopération multidimensionnelle, notamment dans les domaines de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables» est-il noté dans un communiqué du ministère.

«À cette occasion, le ministre d'Etat a souligné l'importance des relations de coopération et de partenariat entre les entreprises algériennes et leurs homologues américaines dans le secteur des hydrocarbures, saluant la collaboration existante entre Sonatrach et des majors comme Chevron et ExxonMobil, ainsi que le partenariat exemplaire liant Sonelgaz à General Electric dans le cadre de la fabrication locale d'équipements énergétiques à travers l'usine GEAT de Batna, la première du genre sur le continent» a ajouté la même source.

K. A.

ALGER - WASHINGTON

UN RAPPROCHEMENT ACTÉ

■ NEÏLA BENRAHAL

Il y a à peine quelques semaines, le 8 juillet dernier, le Président Donald Trump a envoyé un message de félicitations au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion du 63^e anniversaire de l'indépendance, quelques jours seulement avant le message du secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, à la même occasion. Le Président Trump a rappelé dans son message «le partenariat pérenne entre nos deux nations».

Et d'ajouter : «Ensemble, nous avons accompli des avancées en faveur de la stabilité régionale, dans la lutte contre le terrorisme et dans la sécurisation des frontières, au service de notre sécurité commune et de nos relations économiques.» C'est dans ce message, qu'on comprend la nature des relations bilatérales qui ne cessent de se développer ces dernières années dans différents domaines. Les États-Unis cherchent, avec l'Algérie, à promouvoir la

stabilité en Afrique du Nord et au Sahel. Les deux pays partagent les mêmes préoccupations concernant la stabilité et la sécurité. Dans un contexte sécuritaire régional et international marqué par des crises, des tensions et des mutations géopolitiques, l'Algérie s'impose aujourd'hui comme un partenaire clé de la stabilité dans la région notamment du Sahel. Le message du Président américain témoigne des capacités de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Les États-Unis ambitionnent de hisser le niveau de cette coopération. C'est ce qu'a écrit le Président Trump dans le même message : «Nous souhaitons que notre relation continue de prospérer, notamment dans le domaine commercial et des échanges culturels, car nous pouvons, ensemble, tracer les contours d'un avenir encore plus rayonnant pour nos deux pays.» La coopération entre les USA et l'Algérie «s'inscrit aujourd'hui dans une étape visant à assurer un avenir plus sûr et plus prospère, aussi bien

pour les Américains que pour les Algériens», soutient-il. La coopération sécuritaire et militaire entre Alger et Washington a connu, ces dernières années, un nouvel essor marqué par des activités intenses dont l'échange des visites de haut rang, les échanges de renseignements et d'expertises, notamment depuis la signature entre l'Algérie et les États-Unis d'un mémorandum d'entente dans le domaine de la défense en janvier dernier, en marge de la visite du Général Michael Langley, commandant du commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM). Pour l'ambassade des États-Unis, cet accord illustre la vision commune des deux pays de renforcer la paix et la stabilité régionales et internationales par le biais d'un dialogue stratégique.

Des responsables de ce commandement ont affirmé récemment que l'Algérie est un acteur clé dans la stabilité de la région. L'Algérie et les États-Unis coopèrent également dans les domaines de commerce et

de l'énergie. Le ministre d'Etat, ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a mis l'accent sur l'importance de la coopération et du partenariat stratégique dans le domaine de l'énergie. Il a qualifié les relations bilatérales de «grandissantes avec les grandes sociétés américaines, notamment Exxon Mobil et Chevron» qui concluent des partenariats avec le groupe pétrolier algérien, Sonatrach, dans l'exploration en vue d'augmenter les capacités de production pétrolière de l'Algérie. Les échanges commerciaux sont en plein essor. Le bureau commercial de l'ambassade des États-Unis a conduit une délégation commerciale algérienne à la conférence de Houston Offshore Technology 2024, qui a abouti à la signature de contrats commerciaux, selon Elizabeth Moore Aubin, ambassadeuse des États-Unis en Algérie. Plus de 100 entreprises américaines sont déjà implantées en Algérie, créant des emplois et de la croissance économique.

N. B.

2^e SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES (UNFSS+4) À ADDIS-ABEBA

REZIG PRÉSENTE L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présenté, hier, l'expérience algérienne dans le domaine de l'agriculture saharienne, lors de sa participation à la deuxième édition du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS+4), tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) qui se tient du 27 au 29 juillet.



■ SAMIA BOULAHILIB

L'expérience pionnière de l'Algérie en matière d'agriculture saharienne a été présentée lors d'un événement parallèle de haut niveau intitulé « L'agriculture du désert en Algérie : innovations pour la sécurité alimentaire et des écosystèmes résilients ».

Dans son discours, M. Rezig a affirmé l'engagement indéfectible de l'Algérie à assurer la sécurité alimentaire par le développement d'un modèle agricole innovant et durable dans les régions désertiques, s'appuyant sur les ressources locales et les technologies modernes. Il a souligné que l'expérience algérienne constitue un modèle de réussite pour transformer les défis environnementaux en opportunités de développement.

Le ministre a ajouté que l'Algérie, grâce à la vision du président de la République, cherche à faire du grand Sud un pôle agricole stratégique en soutenant les investisseurs, en fournissant des installations et en encourageant la recherche scienti-

fique dans les domaines du sol, de l'eau et du climat désertique.

Il a également souligné que l'agriculture dans le désert n'est pas seulement une option de production, mais plutôt une partie d'une stratégie globale visant à maintenir l'équilibre écologique, à réduire la désertification et à créer des modes de vie durables dans les zones fragiles. L'événement a connu la participation de représentants d'organisations internationales, de ministres et d'experts en sécurité alimentaire et en changement climatique, qui ont salué l'expérience algérienne et l'ont considérée comme une initiative prometteuse qui pourrait être reproduite par des pays ayant des climats similaires, notamment en Afrique.

Par ailleurs, il convient de savoir que face aux bouleversements climatiques et aux fragilités des chaînes d'approvisionnement mondiales, l'Algérie a inscrit la sécurité alimentaire parmi ses priorités nationales absolues.

Le pays s'appuie sur ses propres potentialités pour bâtir un modèle

agricole résilient, productif et durable, ancré à la sécurité hydrique et énergétique : piliers indissociables d'une souveraineté pleinement assumée.

L'Algérie a inscrit la sécurité alimentaire au cœur de sa stratégie de souveraineté nationale. Ce socle repose également sur la sécurité hydrique et énergétique, désormais traitées comme des piliers complémentaires et indissociables. Dans ce contexte, l'État a engagé une série de mesures fortes misant sur les capacités nationales. Objectif : garantir l'autosuffisance en produits alimentaires essentiels pour les citoyens d'aujourd'hui et les générations futures. La démarche est résolument fondée sur les ressources naturelles du pays, une volonté politique assumée, et un programme agricole orienté vers l'efficacité, la durabilité et l'innovation.

Dans le sillage de cette dynamique, la transition vers une agriculture moderne constitue une priorité nationale.

S. B.

NASRI REÇOIT L'AMBASSADEUR D'ÉGYPTÉ EN ALGÉRIE :

«IL FAUT INTENSIFIER L'ACTION COMMUNE»



Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a reçu, hier, l'ambassadeur de la République arabe d'Egypte, M. Mokhtar Gamil Tawfik Warida, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie, indique un communiqué du Conseil.

Lors de la rencontre, le président du Conseil de la nation a mis en avant « la dynamique marquant les relations bilatérales » laquelle se traduit par « l'engagement commun des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère le Président Abdel Fattah Al-Sissi, à renforcer les liens de fraternité et à promouvoir la coopération bilatérale dans divers domaines, en l'élargissant et en la raffermissant au mieux des intérêts des deux peuples et pays frères », ajoute le communiqué.

Ainsi, M. Nasri a affirmé l'importance « d'activer les cadres de concertation et de coordination à tous les niveaux et d'intensifier l'action commune pour développer la coopération économique », ainsi que « l'augmentation du volume des investissements communs, notamment à la lumière des avantages conférés par la loi relative à l'investissement et la loi sur les mines ». Sur le plan international, le président du Conseil de la nation a relevé « la convergence de vues entre l'Algérie et l'Egypte autour de plusieurs questions, au premier rang desquelles figure la cause palestinienne », soulignant « la nécessité d'intensifier les efforts pour mettre fin au génocide et aux déplacements subis par le peuple palestinien et de coordonner l'action au sein des fora internationaux, pour lui permettre de recouvrer ses droits légitimes et d'établir son Etat indépendant avec El-Qods pour capitale ».

Il a également mis en exergue l'importance de « la coordination entre les deux pays dans le cadre des efforts visant le règlement des crises que vit le continent africain, à travers des médiations et des initiatives africaines », soulignant « l'impératif d'œuvrer pour la réforme de l'Organisation des Nations Unies et l'octroi à l'Afrique d'un siège permanent au Conseil de sécurité afin de défendre les intérêts de ses peuples », précise la même source.

Pour sa part, l'ambassadeur égyptien s'est félicité de « la qualité des relations bilatérales » et de « la volonté politique animant les dirigeants des deux pays pour optimiser la coordination politique et la coopération économique dans divers domaines au mieux des intérêts des deux peuples frères », soulignant que le rapprochement algéro-égyptien « s'est consolidé au cours des dernières années ».

6^e LÉGISLATURE DU PARLEMENT PANAFRICAIN À MIDRAND L'ALGÉRIE APPELLE À DES SOLUTIONS AFRICAINES UNIFIÉES

Lors de son intervention dans le cadre des travaux de la 5^e session ordinaire de la 6^e législature du Parlement panafricain, qui se tient à Midrand, en Afrique du Sud, du 16 juillet au 1^{er} août 2025, M. Mohamed Amroune, membre du Conseil de la nation et du Parlement panafricain, a appelé à l'adoption de solutions africaines unifiées pour faire face aux défis auxquels est confronté le continent. Cette déclaration a été faite lors de la séance consacrée à la discussion du rapport de synthèse du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (APRM) sur le système d'alerte précoce pour la prévention des conflits en Afrique. M. Amroune a souligné que les crises auxquelles l'Afrique est

confrontée constituent une menace directe pour la paix et la sécurité continentales, ajoutant que les efforts individuels et fragmentés ne sont pas suffisants pour y faire face. Il a plaidé pour des solutions africaines ancrées dans la réalité du continent, déclarant : « Nous, Africains, sommes capables d'élaborer des solutions locales à nos problèmes », mettant en avant les compétences et expertises dont dispose l'Afrique. Il a également appelé à redonner toute sa valeur à la médiation africaine, soutenue par des diplomates nationaux qualifiés. M. Amroune a, en outre, proposé de renforcer la coopération institutionnelle entre le Parlement panafricain et le Mécanisme

d'évaluation par les pairs à travers des réunions régulières et une coordination permanente, à l'image de la coopération avec le Conseil de paix et de sécurité. Dans ce contexte, le représentant du Conseil de la nation et membre du Parlement panafricain a rappelé l'expérience de l'Algérie dans la conduite de cinq médiations régionales et internationales, dont l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015, issu du Processus d'Alger, sous l'égide des Nations unies et de l'Union africaine, conformément au principe fondamental de la doctrine de la politique étrangère algérienne, qui privilégie les solutions africaines aux problèmes et défis du continent.



ANNONCE DES RÉSULTATS DES ÉTUDES DE DOSSIERS AADL 3

SOULAGEMENT DES SOUSCRIPTEURS

L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) a mis en ligne, hier, les résultats d'étude des dossiers, provoquant une vague de joie auprès des bénéficiaires dont les demandes ont été acceptées.

■ SORAYA GOUMMOURI

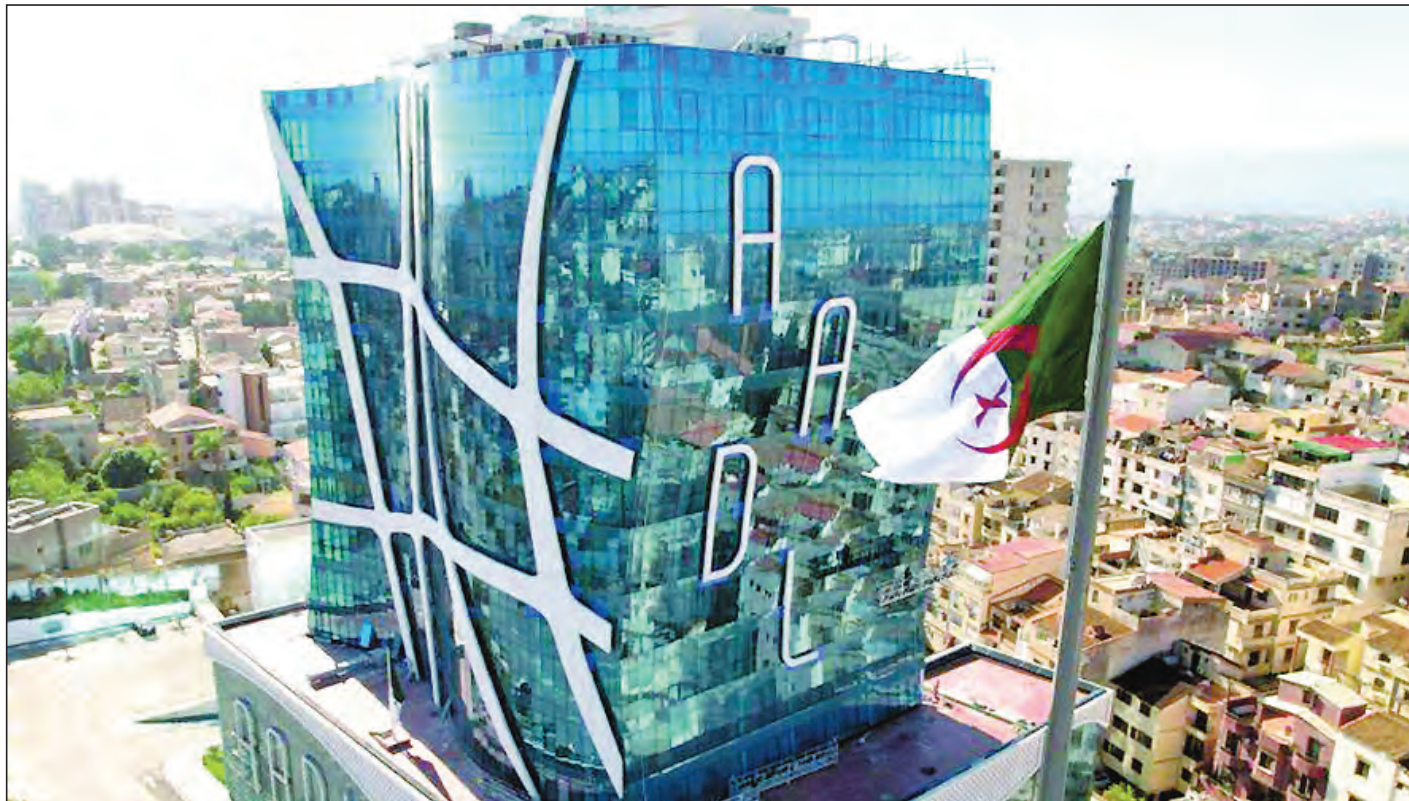
Plus de 870 000 souscripteurs au programme AADL 3 ont pu accéder à la plateforme numérique dédiée à la consultation des résultats de l'étude de leurs dossiers. L'opération s'est déroulée «dans de bonnes conditions techniques», permettant aux souscripteurs de consulter les résultats de l'étude de leurs dossiers et de télécharger l'avis d'acceptation ou de refus», a affirmé l'Agence dans un communiqué. Elle a également précisé que les souscripteurs dont les dossiers ont été refusés peuvent introduire un recours via cette même plateforme, en utilisant l'espace dédié à cet effet, en y joignant les documents requis et dans les délais légaux impartis.

Dès les premières heures de la matinée, la plateforme numérique de l'Agence a été prise d'assaut par les souscripteurs impatients de connaître le sort de leurs dossiers. Mais tous et toutes ont dû attendre jusqu'à midi pile, heure de l'annonce officielle, pour pouvoir enfin voir, de visu, le message attendu et en avoir le cœur net, sachant pour beaucoup, la réponse positive a mis fin à une longue période d'incertitude.

«Quand j'ai vu le message m'indiquant que mon dossier a été accepté, j'ai pleuré de joie», témoigne Samira, enseignante de 35 ans, inscrite depuis le lancement de l'opération. Mohamed, la quarantaine passée et salarié dans la fonction publique, nous confie qu'il attendait ce jour avec impatience et que «c'est un rêve qui est en voie de concrétisation».

Approché, Nassim, un autre bénéficiaire, jeune fonctionnaire à Alger, souligne, dans une déclaration, qu'il a lui aussi accordée à *El Moudjahid*, que «les gens critiquent souvent», mais il faut «reconnaître que les efforts déployés dans le secteur de l'Habitat, plus particulièrement cette formule de l'AADL, m'ont redonné confiance, d'autant qu'il s'agit plus qu'un toit décent, c'est un avenir». Il convient de signaler, dans le même cadre, que l'AADL avait annoncé la veille, soit samedi dernier, la date de publication des résultats.

Cela a été accompagné d'une vidéo explicative détaillant les étapes à suivre pour consulter les dossiers. Grâce à un accès par identifiant et mot de passe sur le site officiel, les souscripteurs ont ainsi pu consulter les réponses à leurs demandes en quelques clics seulement. Une transparence saluée par les bénéficiaires, qui voient en cette digitalisation «une garantie» d'une gestion optimisée du programme. Pour les souscripteurs dont les dossiers ont été retenus, cette étape ouvre la voie à la prochaine phase ; en l'occurrence, celle de leur convocation pour le paiement de la première tranche. «La location chez le privé n'est pas une solution à long terme. Aujourd'hui, je peux enfin espérer of-



frir un toit décent à ma famille», affirme Yacine, employé dans le secteur public.

Tous les détails disponibles sur la vidéo explicative

Selon les éclairages apportés dans la vidéo explicative mise à la disposition des citoyens, les inscrits à l'AADL 3 doivent se rendre, dans un premier temps, sur la plateforme www.aadl.dz. Après avoir saisi leurs informations personnelles, ils doivent se diriger vers la rubrique «Souscription» où l'avis de l'Agence est émis. Il est à retenir ici qu'en cas d'avis favorable, la mention «Accepté» apparaîtra et en un seul clic de clavier, le message confirmant l'acceptation du dossier sera affiché. En cas de réponse «Non accepté», l'inscrit doit se rendre dans la rubrique «Non accepté», où un message de refus s'affiche, précisant le motif du rejet du dossier de souscription.

Si le motif du refus est relatif à des docu-

ments manquants, l'intéressé sera en mesure de fournir les autres documents nécessaires pour une nouvelle étude et un nouveau traitement du dossier. Concernant le téléchargement du dossier de recours, il suffit juste de cliquer sur la rubrique «Recours», avant que l'inscrit ne télécharge les documents demandés. Une fois cette opération terminée, un message s'affiche confirmant le téléchargement réussi du dossier.

Le versement de l'apport initial rallongé en cinq tranches

Le programme AADL 3, lancé en réponse à une demande sociale, concerne principalement les citoyens aux revenus moyens, et ce, dans le cadre d'une formule de vente par location.

De ce fait, après les deux premiers programmes réussis, cette fois-ci encore, des dizaines de milliers de logements de ce type sont prévus à travers tout le territoire natio-

nal. Les inscriptions au programme AADL3 ont, faut-il le rappeler, été lancées en juillet 2024. Le nombre de personnes inscrites a dépassé 1,4 million tandis que jusqu'au mois de mai dernier, plus de 900.000 souscripteurs remplissaient les conditions requises. L'autre élément à ne pas perdre de vue est que le programme AADL3 est caractérisé par des matériaux de construction Made in Algeria et qu'il va s'étendre sur différentes régions du pays, de manière à garantir une réponse équilibrée aux besoins nationaux exprimés en matière de logement.

Il est très important de retenir, dans le même sillage, que le versement de l'apport initial est désormais rallongé en cinq tranches au lieu de quatre, avec une revue à la hausse du délai de paiement actuellement prolongé à 30-35 ans au lieu de 25 ans, en tenant compte du niveau de revenu des souscripteurs et de leurs conjoints.

S. G.

LES RECOURS SONT POSSIBLES DANS LES DÉLAIS FIXÉS

Le rejet du dossier des souscripteurs à la formule location-vente AADL intervient dans des cas comme le non-respect des procédures liées à la succession des étapes d'inscription dans les délais impartis, la déclaration de

fausses informations ou la falsification et/ou usage de documents falsifiés. Le refus est aussi clairement mentionné en cas de «saisie de données erronées ou encore lorsque les enquêtes effectuées au niveau des différentes

bases de données nationales révèlent que les conditions d'éligibilité ne sont pas remplies. L'émission d'un éventuel recours en complétant les dossiers est possible dans un délai de trente jours à compter de la

date de notification via la plateforme électronique. Le non-envoi du recours dans les délais et selon les procédures fixées, est à même d'entraîner le rejet définitif de la demande de logement.

S. G.

ALLOCATION SPÉCIALE DE SCOLARITÉ POUR LA PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE VERSÉE À PARTIR D'AUJOURD'HUI

Le versement de l'allocation spéciale de scolarité au titre de la prochaine rentrée scolaire débutera à partir d'aujourd'hui et se poursuivra jusqu'à la fin du mois en cours, a annoncé, hier, le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme dans un communiqué.

«Conformément aux instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, M^{me} Soraya Mouloudji, le versement de l'allocation spéciale de scolarité au titre de l'année scolaire 2025/2026 débutera le 28 juillet

2025 jusqu'au 31 du même mois», a précisé le ministère, soulignant qu'«une enveloppe financière de 17,02 milliards de DA a été allouée au profit de 3,4 millions d'élèves bénéficiaires». «Toutes les dispositions et procédures organisationnelles et de coordination entre les services concernés au niveau des wilayas ont été finalisées pour accélérer le versement de cette allocation dans les délais impartis, afin que les bénéficiaires puissent recevoir cette aide en temps opportun et dans des conditions transparentes, et ce conformément aux instructions du président

de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», ajoute le communiqué. Cette initiative, ajoute la même source, démontre «l'attachement des services de l'Etat à garantir des conditions d'enseignement adéquates pour tous les enfants, dans le cadre d'un soutien social efficace». Le ministère a, dans ce cadre, salué «le niveau de coordination, de suivi et de mobilisation de ses services, ainsi que ceux du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, du ministère de l'Education nationale et des walis de la République, afin de

garantir l'octroi de cette aide directe aux bénéficiaires avant la rentrée scolaire», ajoute la source. Pour rappel, la mission de gestion et de paiement de l'allocation spéciale de scolarité au profit des parents ou tuteurs des élèves bénéficiaires a été confiée au secteur de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, représenté par l'Agence de développement social, et ce en vertu du décret exécutif 25-168 du 22 juin 2025, relatif à l'allocation spéciale de scolarité et fixant les conditions et les modalités de son attribution.

R. N.

«PÉRIPLE» DU DGPC BOUALEM BOUGHLEF DANS LES WILAYAS DE L'EST

DANS «LES FEUX» DE L'ACTION

La Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) ne se contente pas de mobiliser ses troupes et ses moyens pour faire face aux feux de forêt. Elle s'attelle aussi à se débarrasser de cette «hantise» redoutée en ces périodes d'été, en affinant une stratégie anticipative de tout risque d'incendie.

NEILA BENRAHAL

C'est à cet objectif que répond le déplacement du DGPC, le colonel Boualem Boughlef, d'une semaine, dans plusieurs wilayas de l'Est notamment El Taref, Constantine, Khenchela, Oum El Bouaghi et Bejaia.

Cette visite s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du Président de la République Abdelmadjid Tebboune concernant le renforcement de la vigilance, ainsi que des orientations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, qui insistent sur une approche anticipative et un suivi sur le terrain des mesures de prévention contre les incendies.

Le choix de ces régions, où le chef des sapeurs-pompiers a inspecté le dispositif anti-incendie s'imprégnant ainsi de sa disponibilité opérationnelle de jour comme de nuit, n'est pas fortuit. Les wilayas citées abritent de vastes espaces forestiers. Elles ont été également endeuillées par des feux mortels en 2021 et 2023. Ainsi, c'est en cette période de la saison estivale avec ce qu'elle peut charrier comme risques qu'a choisie le colonel Boughlef pour effectuer une visite « périple » à El Taref, une région sensible à la frontière Est avec la Tunisie.

La bande frontalière demeure un espace à sécuriser aussi. Le DGPC a inspecté à El Kala, le dispositif composé de colonnes mobiles et du DRIFF (détachement de renfort d'intervention dans les feux de forêt), qui représentent un rempart contre les feux. Alors qu'il faisait sa tournée, un départ de feu est signalé.

Il se rend au lieu et suit de près l'opération d'extinction, lui permettant de s'enquérir « en live » du degré de préparation opérationnelle notamment des unités d'intervention.

Il a poursuivi sa tournée à Khenchela, qui n'est pas moins sensible qu'El Taref. Il a mis l'accent sur le renforcement de la coordination entre les différents secteurs impliqués dans la lutte



contre les incendies de forêt, en vue d'améliorer le niveau de préparation préventive et opérationnelle.

« Agissons en seul équipe au service du pays et dans l'intérêt du citoyen », insiste-t-il. Infatigable dans son périple, le DGPC a poursuivi sa tournée d'inspection le même jour dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, une région modèle notamment en matière de couverture opérationnelle estimée à 100% au niveau des daïras ainsi que

Constantine. Dans cette wilaya, la campagne moisson-battage se poursuit toujours dans cette période critique pour les risques d'incendies agricoles.

Le colonel Boughlef a donné des instructions pour la sécurisation des agricultures et des opérations. Ses directives sont dictées par le souci de contribuer à la préservation de la sécurité alimentaire. La protection civile est un acteur incontournable dans ce processus et veille dans le cadre de la prévention

des feux de récoltes et des céréales notamment à préserver le gagne-pain des Algériens.

« C'est une priorité majeure », lance-t-il à ses cadres. La numérisation du secteur de la PC a enregistré une grande avancée. Plusieurs plate-formes numériques ont été conçues par des ingénieurs-pompiers dédiées à la gestion des catastrophes visant l'amélioration de la qualité des interventions. Ainsi, le DGPC a insisté sur l'exploitation des moyens technolo-

giques notamment dans la lutte contre les feux de forêt.

Il a salué à l'occasion, ses jeunes officiers pour leur innovation en la matière, à l'exemple du chef du DRPI de Khenchela, le capitaine Lotfi Agoune, ingénieur en électronique ayant développé une application numérique qui consiste en un système d'alerte qui englobe toutes les équipes spécialisées ainsi que les BMS en temps réel. Il a ordonné pour lui remettre un certificat de bravoure.

Des instructions ont été données pour renforcer les effectifs et équipements des équipes de plongeurs et accélérer l'acquisition de matériel spécialisé.

A Bejaia, le DGPC a annoncé de nouvelles mesures : la mise en place d'une nouvelle carte opérationnelle. Le chef des soldats du feu, qui a inspecté les dispositifs à Beni Ksila et Adekar, a donné des instructions pour l'ajustement et le redéploiement des moyens de lutte contre les incendies notamment les colonnes mobiles.

Sa tournée a vu ainsi, un renforcement de taille en nombre de ces moyens. « C'est une carte nouvelle qui a été réadaptée et mise à jour selon le développement de la situation », précise-t-il. Un point important à ses yeux : préserver le patrimoine forestier et surtout les vies humaines.

Le chef des soldats du feu a tenu lors de cette tournée, une réunion de haut niveau avec les responsables locaux, pour être fixés au mieux de la situation, permettant ainsi de donner des instructions plus précises.

N. B.

HOMME DE TERRAIN PAR EXCELLENCE

LE COLONEL BOUGHLEF AUX COMMANDES

Le DGPC, le colonel Boualem Boughlef, était présent pendant toute l'opération d'extinction du feu gigantesque dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj. Il était sur le terrain face au cœur des flammes à côté de ses troupes. Il supervisait l'opération sur place, donnait des instructions et participait même à l'évacuation de ses éléments incommodés par la fumée. Il était en inspection à Bejaia quand le feu s'est déclaré dans la forêt

de Djaâfra. Il suivait avec ses collaborateurs le développement de la situation. Le feu a gagné du terrain, il décide alors de se déplacer en urgence sur les lieux. Sa première instruction, évacuation préventive des habitants et renfort en moyens. Muni de son poste-radio, il était sur tous les fronts jour et nuit avant d'arriver à bout des flammes. Ce n'est pas une première. Le DGPC est présent sur les lieux dans les grands

feux de forêt, à Blida, Tizi-Ouzou, El Taref, Bejaia, Tipasa. Aguerri par son expérience, il a géré les grandes opérations en meneur d'homme. Il avait été aussi directeur de la Protection civile de Médéa et de Ghardaïa et a géré les inondations mortelles de Ghardaïa en 2008 en tant que commandant des interventions de grandes catastrophes.

Neila B.

ARNAQUES EN LIGNE

ALGÉRIE POSTE APPELLE À LA VIGILANCE

■ MOHAMED MENDACI

Le développement du numérique en Algérie, vecteur de progrès et de modernisation, s'accompagne d'une recrudescence inquiétante de la cybercriminalité. Les tentatives d'escroquerie en ligne se multiplient et se complexifient, ciblant aussi bien les citoyens que les institutions publiques. Face à ce fléau qui menace la confiance numérique et l'économie nationale, les pouvoirs publics sonnent la mobilisation générale. Un communiqué d'Algérie Poste, publié samedi dernier sur sa page Facebook officielle, a de nouveau mis en lumière l'ampleur du phénomène.

L'entreprise publique a alerté sa clientèle contre des pages frauduleuses sur les réseaux sociaux qui usurpent son identité pour faire miroiter de faux concours et des promotions

fictives. L'objectif de ces manœuvres est de dérober les informations personnelles et bancaires des usagers. Algérie Poste a été formelle : aucune campagne de ce type n'est en cours, invitant les citoyens à la plus grande prudence et à signaler systématiquement ces tentatives d'arnaque via ses plate-formes officielles. Cet avertissement est loin d'être un cas isolé.

Il s'inscrit dans un contexte de hausse exponentielle des délits sur internet. Les services de sécurité font état d'une augmentation annuelle de la cybercriminalité de l'ordre de 15%. Pour les seuls dix premiers mois de 2024, pas moins de 2.700 affaires ont été traitées par la Gendarmerie Nationale, dépassant déjà le total de l'année 2023 qui s'élevait à 2.400 cas. Les cybercriminels déploient des trésors d'ingéniosité pour piéger leurs vic-

times. L'hameçonnage, ou "phishing", reste l'une des techniques les plus répandues.

Elle consiste à tromper l'internaute par le biais de courriels, de SMS ou de publications sur les réseaux sociaux pour l'inciter à divulguer ses données sensibles : mots de passe, numéros de cartes bancaires, ou encore les informations de sa carte Edahabia. Le commerce électronique, en plein essor, est également un terrain de chasse privilégié pour les escrocs.

De faux sites de vente et des pages sur les réseaux sociaux proposent des produits à des prix attractifs, mais les commandes ne sont jamais livrées après paiement, ou les articles reçus ne correspondent en rien à ce qui a été commandé. Récemment, les services de la Sûreté de la wilaya de Sétif ont démantelé un vaste réseau qui opérait via 69 comptes frau-

duleux sur diverses plate-formes, faisant de nombreuses victimes à travers le pays. Ces actes délictueux ne causent pas uniquement des préjudices financiers aux citoyens, qui se voient parfois dépossédés de leurs économies.

Ils sapent également la confiance dans les services publics et les outils de paiement électronique, essentiels à la modernisation de l'économie nationale. L'utilisation frauduleuse de l'application BaridiMob et de la carte Edahabia, par exemple, constitue une entrave directe aux efforts de l'État pour promouvoir l'inclusion financière et dématérialiser les transactions.

Conscient de la gravité de la menace, l'État a adopté une stratégie de lutte multidimensionnelle.

M. M.

ARKAB REÇOIT LE PDG DE MIDAD ENERGY NORTH AFRICA

DES PROJETS STRATÉGIQUES MIS EN ŒUVRE

Le ministre d’État, ministre de l’Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu, hier au siège de son département ministériel, le PDG de Midad Energy North Africa, cheikh Abdelilah bin Mohamed bin Abdullah Al-Aiban, en présence du PDG du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, du président de l’Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures (ANFAT), Samir Bakhti, et de nombreux responsables du secteur.

■ FARID BOUYAHIA

Cette rencontre s’inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération énergétique algéro-saoudienne et fait suite à la signature d’un mémorandum d’entente entre Sonatrach et Midad Energy, le 4 mars 2024, visant à évaluer et à développer les gisements de gaz dans la région d’Illizi Sud, selon le système fast-track, un moyen efficace pour accélérer la mise en œuvre des projets d’exploration et d’exploitation d’hydrocarbures. Au cours de la réunion, les deux parties ont discuté des perspectives d’activation de cette coopération et des moyens de traduire le protocole d’accord en un véritable contrat de partenariat dans un avenir proche, en mettant l’accent sur le développement de projets gaziers dans la zone concernée, en plus d’autres opportunités de coopération, à travers différentes étapes de la chaîne de valeur de l’industrie pétrolière et gazière, y compris le transfert de technologie, le développement des compétences et l’échange d’expertise. À cette occasion, Arkab a affirmé que cette coopération reflète une volonté commune d’établir un partenariat économique solide, fondé sur des intérêts mutuels et une confiance renforcée entre les deux parties. Il a salué l’expé-



rience avancée de Midad Energy dans la mise en œuvre de projets stratégiques à dimension internationale. De son côté, cheikh Abdelilah bin Mohamed bin Abdullah Al-Aiban a exprimé ses remerciements pour la confiance dont jouit sa société auprès de ses partenaires algériens, soulignant que le climat d’investissement favorable de l’Algérie et les réformes en cours dans le secteur des hydrocarbures en font un partenaire prometteur pour les investissements énergétiques à long terme. Midad Energy Company est l’une des plus importantes entreprises énergétiques saoudiennes. Elle opère en tant

qu’opérateur et investisseur dans les secteurs du pétrole, du gaz, de l’électricité, de l’eau et des mines. L’entreprise fournit des services techniques, de conseil et commerciaux et s’efforce de développer des technologies innovantes et de nouer des partenariats stratégiques avec des acteurs internationaux. Elle a fait ses preuves en matière de réalisations, notamment en participant au «Contrat du siècle» en 1994, qui a permis le développement de trois des plus grands champs pétroliers de la mer Caspienne, avec des réserves estimées à 4,6 milliards de barils.

F. B.

Publicité

RÉUNION DU JMMC AUJOURD’HUI L’OPEP+ DEVRAIT MAINTENIR SA POLITIQUE DE PRODUCTION POUR AOÛT

Le comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) de l’Opep+, qui se réunit aujourd’hui, avec la participation du ministre d’État, ministre de l’Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, devrait maintenir inchangée la politique de production de l’organisation, afin de profiter de la demande estivale pour absorber les hausses prévues, ont déclaré quatre délégués de l’organisation. L’Opep+ prévoit d’augmenter sa production de 548.000 barils par jour (bpj), en août. L’Opep+, qui assure environ la moitié de la production mondiale de pétrole, a réduit sa production ces dernières années, afin de soutenir le marché. Mais elle a fait marche arrière cette année, pour regagner des parts de marché, alors que le président américain, Donald Trump, appelait l’Opep à contribuer à la stabilité des prix du carburant. Les huit membres de l’Opep+, qui doivent augmenter leur production, tiennent une réunion séparée, le 3 août, et pourraient convenir d’une nouvelle augmentation de 548.000 bpj, pour septembre, ont déclaré trois des sources, comme l’a rapporté reuters au début du mois.

ACCORD ENTRE COSIDER ALREM
ET LA JOINT-VENTURE SPA ALGERIA
FAW TRUCKS INDUSTRIES

DES PIÈCES DÉTACHÉES FABRIQUÉES LOCALEMENT

Du nouveau dans le développement industriel national : la société publique Cosider, à travers sa filiale COSIDER ALREM, et la joint-venture SPA Algeria FAW Trucks Industries ont signé, hier, un protocole d’accord portant sur la fabrication locale des pièces détachées, destinées aux camions de la marque chinoise FAW. Ce partenariat stratégique vise à lancer un projet de fabrication de pièces de rechange destinées aux camions et véhicules industriels de la marque FAW, dans le cadre de la consolidation d’un réseau national de sous-traitance capable de répondre aux besoins des constructeurs, tout en atteignant des taux d’intégration élevés. La cérémonie de signature s’est déroulée au siège du ministère de l’Industrie, en présence du ministre de l’Industrie, Sifi Ghrieb, et du ministre des Ressources en eau, Tahar Derbal.

SALON TAM-WIL 2025 DÉDIÉ AUX SERVICES FINANCIERS

UNE OPPORTUNITÉ POUR LES INVESTISSEURS

La première édition du Salon national des services financiers dédiés au soutien à l'investissement TAM-WIL 2025, se tiendra à partir du 29 au 31 du mois en cours, organisée par la fondation algérienne de soutien à la jeunesse et au développement de l'entrepreneuriat (AFYE), à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA).

■ ZINE EDDINE GHARBI

«Cet événement de trois jours, organisé sous le patronage du ministre des Finances, rassemblera plus de 50 exposants nationaux, qui sont à l'honneur de cet événement d'envergure», a fait savoir le commissaire du salon, Mohamed Ali Kouadri, ajoutant que «plus de 1 600 visiteurs, dont des investisseurs, des entrepreneurs, des représentants de banques et d'institutions financières, ainsi que d'organismes d'appui à l'investissement et de représentants de ministères et d'entreprises publiques et privées». Dans cette optique, l'intervenant a mis en évidence que ce salon constituera une opportunité pour les professionnels de découvrir les dernières innovations et les technologies modernes relatives à l'investissement et d'explorer de nouvelles solutions, notamment au vu des incitations présentées par l'État en faveur des investisseurs nationaux et même étrangers. «Cette manifestation économique, dédiée à l'innovation, aux technologies et aux nouveaux modes de financements, réunira les principaux acteurs du marché national, des décideurs et des experts, ainsi que les institutions leaders dans le secteur, visant également à offrir une «plateforme d'échange idéale, destinée à pro-



mouvoir le savoir-faire dans le domaine, tout en mettant en valeur les compétences algérienne, en créant des opportunités de partenariat et à faciliter les échanges autour des défis et des solutions financières», a-t-il précisé. Le salon consacrera quatre espaces principaux, à savoir le «Boulevard des banques», dédié aux offres bancaires, le «Lobby

d'Assurances», consacré aux solutions d'assurance, le pavillon «Appui à l'investissement», réservé aux institutions de soutien et d'accompagnement, et l'espace media et publicité pour les acteurs de la promotion et des services médiatiques. Pour mener à bien cet événement, les organisateurs ont prévu, à cette occasion, une série de conférences

portant plusieurs axes stratégiques, à l'instar de la facilitation des échanges directs entre investisseurs et institutions de financement, l'élargissement de l'inclusion financière, le renforcement de l'innovation dans le secteur, l'encouragement de la concurrence bancaire, l'accélération de la numérisation des paiements et des ser-

vices financiers, la présentation d'expériences et de mécanismes de financement international, ainsi que la formulation de recommandations en vue de l'amélioration du cadre juridique et financier de l'investissement en Algérie. Cela permet de mettre en œuvre le nouveau concept est celui du «hackathon» qui est consacré à l'innovation financière, et ce, dans l'objectif est de présenter des solutions technologiques innovantes liés à la numérisation des services, rappelant que cette démarche permet de libérer la voie aux entreprises actives dans le secteur d'accéder automatiquement au marché boursier, contribuant à la diversification des prestations de crédit-bail, au développement des services numériques des institutions financières, à l'optimisation du traitement des demandes de financement, ainsi qu'au renforcement de la cybersécurité, outre la mise en place d'un espace dédié aux étudiants universitaires afin de leur permettre d'exposer leurs projets de fin d'études de projets en s'appuyant sur les compétences algériennes», entre autres. Le salon sera clôturé par la remise du «Bouclier du Salon» avec une cérémonie de distinction des acteurs principaux et des entreprises ayant soutenu l'événement.

Z. E.G.

PRODUCTION HALIEUTIQUE EN HAUSSE À ORAN

SIX NOUVEAUX PROJETS D'UNE CAPACITÉ DE 2 220 TONNES

■ De notre bureau : AMEL SAHER

La direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran a lancé la deuxième phase semestrielle de son programme d'alevinage pour l'année en cours, après le succès de la première campagne. Ce programme s'inscrit dans une stratégie ambitieuse visant à renforcer la production aquacole dans la région. C'est au niveau de la ferme aquacole Aqua Board, située à Cap Falcon, dans la commune de Aïn El Turck, qu'a été entamée cette nouvelle opération, marquée par l'introduction de 500 000 alevins de dau-

rade royale dans les cages flottantes. Cette opération s'inscrit dans un plan plus large qui prévoit l'alevinage de 2,5 millions d'unités, réparti en quatre étapes successives. Dans le cadre du programme national des avantages maritimes, la commission de wilaya, chargée de la création d'entreprises aquacoles, a validé six nouveaux projets dans ce secteur en pleine expansion. Selon les données techniques disponibles, ces projets devraient générer une production globale de 2 220 tonnes, comprenant principalement de la daurade royale, du loup de mer (bar) ainsi que des mollusques bivalves. Cette production viendra alimenter les marchés lo-

caux à mesure que les projets entrent en phase de réalisation. Par ailleurs, la même commission avait précédemment donné son accord pour le lancement imminent d'un projet important de cages flottantes en milieu marin, situé dans la commune de Bousfer. Ce dernier devrait atteindre une capacité de 40 tonnes par an. De son côté, un autre projet d'aquaculture intégrée à l'agriculture, implanté à Boutlélis, est déjà entré en exploitation avec une première opération d'alevinage de plus de 26 000 tilapias rouges. Ce projet prometteur ambitionne, lui aussi, une production annuelle dépassant les 40 tonnes.

A. S.

FONCIER AGRICOLE RELEVANT DES DOMAINES

UN COMITÉ DE WILAYA POUR L'ASSAINISSEMENT MIS EN PLACE

Le wali d'Oran, Samir Chaibani, a présidé en fin de semaine, l'installation officielle du comité de wilaya chargé de l'assainissement du foncier agricole appartenant aux domaines de l'État. La nouvelle instance, présidée par le chef de l'exécutif de wilaya ou son représentant, et son secrétariat général, a été confiée au directeur des services agricoles de la wilaya. Selon les services de la wilaya d'Oran, cette démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'instruction interministérielle conjointe n°2 du 1er juin 2025, portant l'assainissement du foncier agricole public et s'intègre dans une stratégie natio-

nale de rationalisation et de valorisation des terres agricoles. Au cours de cette réunion, les membres du comité ont abordé en détail les contours de cette instruction, adoptée en exécution des directives du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, prononcées à l'occasion de la célébration du 50ème anniversaire de la création de l'Union nationale des agriculteurs algériens, lesquelles insistent sur la nécessité de régulariser et avant la fin de l'année 2025, les dossiers liés au foncier agricole. À cette occasion, le wali d'Oran a souligné l'urgence de passer à une phase de travail opérationnelle en redoublant d'efforts pour accélérer le processus d'as-

sainissement, en apportant des réponses aux diverses problématiques inhérentes à la gestion du foncier agricole, reconnu comme un levier majeur du développement économique et social du pays. Par ailleurs, M. Chaibani a instruit la création de comités au niveau des neuf daïras de la wilaya afin d'assurer le suivi sur le terrain. Il a également appelé à encourager les agriculteurs à déposer leurs dossiers, tout en veillant à l'étude rigoureuse des demandes et à l'élaboration de listes actualisées qui seront transmises au comité de wilaya pour traitement.

A. S.

USINE DE DESSALEMENT D'EAU DE MER DE KOUDIET DRAOUCHE À EL TARF

AUGMENTATION DE LA CADENCE DE PRODUCTION

Le groupe Sonatrach a parachevé la phase finale des travaux d'augmentation de la cadence de production à l'usine de dessalement d'eau de mer de Koudiet Draouche, située dans la commune de Berrihane (wilaya d'El Tarf), a indiqué vendredi, un communiqué du groupe. Le groupe Sonatrach a précisé que cette réalisation a été effectuée «dans un délai record n'ayant pas dépassé 48 heures», en respectant les protocoles techniques en vigueur lors des phases de mise en service progressive, constitue une étape charnière dans le processus de développement du projet. Ainsi, «l'usine a désormais atteint son état de pleine disponibilité afin d'atteindre, dans les prochains jours, sa capacité de production maximale estimée à 300 000 m3/jour», ajoute la même source.

Cette augmentation de production devrait «renforcer l'approvisionnement régulier et permanent en eau au profit des wilayas d'El Tarf et Annaba, à même de permettre d'améliorer la qualité du service public et d'assurer la stabilité de l'approvisionnement de cette ressource vitale», selon le communiqué. Sonatrach a qualifié ce projet «de pilier stratégique, s'inscrivant dans le cadre des efforts nationaux visant à sécuriser les ressources hydriques durables», soulignant que l'usine devrait couvrir les besoins de plus de 3 millions d'habitants, conformément aux politiques publiques visant à relever les défis liés au manque d'eau. Dans ce contexte, Sonatrach a réaffirmé son engagement à appuyer les grands projets à dimension nationale, tout en veillant au respect des normes les plus élevées de qualité, de sécurité et de durabilité à toutes les phases de réalisation et d'exploitation.

UNE ÉPOPÉE VICTORIEUSE DE L'HISTOIRE ET DE LA MÉMOIRE GRAVÉE PAR DES MILLIERS DE DISPARUS

AU RESSOURCEMENT DE LA GRÈVE DES 8 JOURS

EN SOUVENIR ET À LA MÉMOIRE DES DISPARUS POUR ANNIHILER LE SPECTRE HIDEUX DE L'OUBLI

C'est cet événement majeur d'historicité dont la mémoire collective est gravée par ses milliers de disparus qui ne cesse indéfiniment de nous interpellé par l'ancrage d'un souvenir toujours vivace que l'auteur de ces modestes lignes, aujourd'hui octogénaire, a intensément vécu dans la précocité de son adolescence à l'âge de 13 ans à l'époque.

Une souvenance prégnante d'une étape charnière de la guerre de Libération marquée historiquement par la grève nationale des 8 jours qui a eu lieu du 28 janvier au 4 février 1957, réduisant Alger la capitale en une ville morte, sans activités aucune, population, commerçants, corporations libérales, fonctionnaires solidement engagés et mobilisés en leurs domiciles pour le soutien de ce mouvement insurrectionnel pacifique. Ceci pour évoquer et opportunément rappeler qu'Alger et sa Casbah se sont, en cette circonstance, érigés en une citadelle de résistance, de lutte et de combat structurée et organisée par la Zone autonome d'Alger dont le quartier général était clandestinement aménagé en refuge dans la vieille ville sous la houlette du tandem «Soumami» Yacef Saâdi en compagnie de Larbi Ben M'hidi

Une grève nationale pour l'internationalisation de la Révolution algérienne

Cette action spectaculairement novatrice et inédite dans le monde de par sa longue durée au constat de déficit d'audience internationale de la Guerre d'Algérie et en prévision conjoncturelle de l'inscription imminente de la question algérienne à une session de l'ONU a été élaborée et décidée dans l'urgence par le Comité de coordination et d'exécution (CCE) du Front de libération nationale sous l'impulsion pertinente de Abbane Ramdane à dessein de l'information et de la conscientisation de l'opinion internationale quant à la réalité de cette Guerre d'Algérie fallacieusement et bruyamment médiatisée par la France à travers l'euphémisme «d'événements d'Algérie» en prétexte mensonger de sa politique colonisatrice.

Une supercherie révélée par un revers cuisant de la spectaculaire et gigantesque démonstration populaire de très grande envergure, inconnue jusque-là et maintenue une semaine durant par une grève observée à l'unisson patriotique sur l'ensemble du territoire national.

Adoption du droit à l'autodétermination du peuple algérien par l'ONU : Un séisme politique qui ébranla la France

Ce qui engendra un véritable séisme politique qui ébranla la France après l'adoption du droit du peuple algérien à l'autodétermination par la XI^e session de l'Organisation des Nations unies, le 15 février 1957, soit 11 jours après l'achèvement de la grève, et ce, en dépit des innombrables et antécédents reports de la question algérienne dont elle été l'opiniâtre instigatrice auprès de cette instance internationale au sein de laquelle elle était membre permanente et très influente en coulisses «onusiennes».

La grève des 8 jours : Un premier relais de complémentarité d'audience internationale avec la Conférence de Bandoeng

Une grève, faut-il pertinemment le rappeler, qui avec son impressionnante ampleur et son décisif impact de mobilisation et d'adhésion populaire, a ébauché le premier relais événementiel de complémentarité politique marquante avec l'historique Conférence des 29 pays afro-asiatique de Bandoeng en Indonésie qui a eu lieu du 17 au 24 avril 1955, soit 17 mois après le déclenchement de la guerre de Libération du 1^{er} Novembre 1954, inaugurant ainsi avec solennité l'acte annonciateur de l'internationalisation de la Révolution algérienne sous la conduite du Front de libération nationale représenté en cette circonstance en qualité d'invité-observateur par sa délégation diplomatique composée de Mustapha Ferroukhi, Ahmed Francis, Hocine Aït si Ahmed, M'hamed Yazid et Redha Malek. Cette Conférence devenue célèbre a été l'embryon ascensionnel du futur mouvement tiers-mondiste des pays non alignés porteur d'une stratégie de décolonisation et d'émancipation des peuples asservis et opprimés dans les continents respectifs et dans le monde. Pour une rétrospective historique, il est également opportun de rappeler que l'im-



AFFLIGEANTES RUES D'ALGER EN 1957 ILLUSTRÉES PAR CES SCÈNES QUOTIDIENNES D'ARRESTATIONS MASSIVES ET DE DISPARITIONS FORCÉES.

pressionnant élan populaire de mobilisation de cette grève a constitué le levain catalyseur de spontanément patriotique aux successives manifestations du 11 Décembre 1960.

Une démonstration massivement citoyenne hors du commun avec un plébiscite populaire au Front de libération nationale

C'est ainsi que la Bataille d'Alger, que le général Massu a impudemment prétendu avoir gagné avec sa répression génocidaire, s'est pitoyablement inversée pour lui, car ce jour-là c'est la Guerre d'Algérie qu'il venait de perdre à jamais par une unanimité et pacifique mobilisation populaire d'adhésion et de résilience d'exemplarité dont l'ampleur surmédiatisée a conforté l'opinion internationale quant à la détermination et aux sacrifices consentis par le peuple algérien pour la libération de sa patrie du joug colonial français.

Ceci avec un triomphal plébiscite en faveur du Front de libération nationale, initiateur d'une grève insurrectionnelle et pacifique en un seul et exclusif représentant légitime du peuple algérien. Lequel plébiscite révélateur et essentiellement destiné à l'opinion internationale a constitué l'exergue de la Une du Bulletin de résistance algérienne, organe officiel du Front de libération national, de l'Armée de libération nationale et précurseur en jalon historique du journal *El Moudjahid* publié à Tunis le 4 mars 1957 dont nous reproduisons ci-dessous la copie d'un extrait. A ce propos, il est primordial de rappeler que ce général Massu, odieusement de triste mémoire, a au préalable et sans fondement légal pour une République était investi de pouvoirs spéciaux de répression et de torture inconstitutionnellement votés par le Parlement français à Paris, en mars 1956, afin de maintenir militairement par la force, l'ordre colonial à Alger. Une bravade de désarroi politique qui mondialement a discrédité la France qui naguère audacieusement, durablement et paradoxalement bien que colonisatrice s'autoproclamait patrie des droits de l'Homme et de la liberté.

La grève des 8 jours : Un succès décisif de mobilisation citoyenne et le revolver de Hadj M'hamed El Anka

La finitude de cette grève s'est stratégiquement avérée en une épreuve déterminante ac-

compli pour avoir atteint l'objectif fondamental assigné pour l'impérieuse internationalisation de la Guerre d'Algérie, tant attendue de longues années durant et qui, enfin, a pu aboutir à la reconnaissance universelle du droit à l'autodétermination du peuple algérien.

Ce qui a suscité une immense jouissance populaire laquelle a inspiré l'icône patrimoniale Hadj M'hamed El Anka qui a exprimé son exultation par un acte symbolique de persévérance de la lutte armée en offrant un revolver de type 11/43, très coté à l'époque, à Yacef Saâdi par l'entremise du militant indépendantiste de la première heure et moudjahid de renom, Ahmed Bouzrina dit H'didouche, dès l'annonce de l'adoption de la décision de l'ONU en faveur de l'indépendance de l'Algérie.

La source de cette révélation est un témoignage oral de Yacef Saâdi, chef de la Zone autonome d'Alger qui me l'a personnellement relaté en la compagnie et présence d'un ami Rachid Rezagui au retour de l'école Debbih-Cherif à la Casbah d'Alger où une instructive rencontre a brillamment été organisée par ce dernier avec le directeur de cet établissement scolaire d'enseignement moyen.

Une aubaine où Yacef Saâdi a animé une causerie d'histoire et d'échanges à l'intention des élèves et de leurs enseignants centrés sur le parcours d'un de ses compagnons d'armes le vaillant Debbih Cherif dont l'école perpétue pour la mémoire le nom et la gloire de son souvenir

Répression, tortures, arrestations et disparitions forcées

Une épreuve de résistance féroce réprimée par des séances ininterrompues d'atroces tortures pratiquées à domicile par les parachutistes de l'armée française suivies d'arrestations massives de citoyens de tout âge de jour et de nuit, dans toute la ville d'Alger et sa Casbah vers la multitude de camps d'internement et de détention dissimulés dans la périphérie de la capitale à Beni Messous, Ben Aknoun, Tefeschoun pour ne citer que ceux-là.

Déclaration officielle de 3 024 disparitions forcées par le Secrétaire général de la Préfecture de police d'Alger

Des exactions effroyables qui ont ressurgi à l'issue d'une terrible et scandaleuse révélation du Secrétaire général de la Préfecture de

police d'Alger, Paul Teigen, qui a officiellement déclaré le nombre de 3 024 disparitions forcées au cours des premiers mois de l'année 1957.

Celles-ci avérées et apparues après un rigoureux rapport de comptage établi par ses collaborateurs directs désignés pour l'investigation et le contrôle de l'ensemble des arrêtés nominatifs à résidence des arrestations opérées.

Une démarche introspectivement initiée par ses soins, supervisée et strictement vérifiée par lui-même suite à une information interceptée et inhérente au nombre des arrestations faussement consignées sur les registres d'internement de l'ensemble des Centres de détention qui, en réalité, correspondaient à des disparitions forcées.

C'est dans cette tumultueuse et dramatique conjoncture que ce haut fonctionnaire d'Etat a remis, le 24 mars 1957, sa démission à Robert Lacoste, ministre résident et gouverneur général de l'Algérie, dans laquelle il a tenu à préciser qu'avec ce qu'il venait ignominieusement de découvrir à son insu, il s'insurgeait et refusait de servir dorénavant un Etat qui a cautionné les mêmes pratiques d'extermination de la Gestapo lors de la Seconde Guerre mondiale, dont il a été victime d'internement, de tortures et sévices, en tant que résistant actif contre

L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA RAMPE LOUNI-AREZKI A LANCÉ UN APPEL, hier, lors d'une conférence du forum d'El Moudjahid, pour l'édification d'une stèle à la mémoire des disparus de la grève des huit jours qui s'est déroulée du 28 janvier au 4 février 1957.



l'occupation de la France par l'Allemagne nazie.

Un événement dont le rebondissement a provoqué une onde de choc et de stupéfaction au sein de l'opinion publique, tant en Algérie, qu'auprès de la communauté internationale à l'étranger, quant à l'énormité foudroyante du nombre de plus de 3 000 disparitions forcées, criminellement dissimulées par l'armée avec la complicité effective des autorités étatiques les plus élevées de l'administration française.

Une stèle des disparus : Pour la mémoire d'un passé toujours présent

Une interpellation de l'histoire au souvenir et à la mémoire de ces milliers de disparus, sans sépulture, torturés, assassinés et furtivement ensevelis dans des fosses communes, inconnues à ce jour, privant cruellement leurs familles et proches de faire le deuil d'être chers ravis inhumainement à leur affection pour que vive l'Algérie libre et souveraine dans le concert des nations en patrie reconnaissante aux aspirations de ses glorieux chouchoua qui, par devoir de pensée, leur offrira une sépulture à la dimension de leurs dramatiques disparitions forcées.

Ceci en une symbolique d'un lieu et repère de mémoire où leurs familles endeuillées, nombreuses au demeurant, pourront enfin se recueillir réconfortées, soulagées et prémunies ainsi par une évocation ressuscitée contre l'oubli en un message légué et orienté en direction de la jeunesse et des générations montantes.

Un pan d'histoire tragique qui précédemment a fait l'objet d'une conférence-débat au Forum de la mémoire du journal *El Moudjahid*, le 28 janvier 2023.

Celle-ci centrée sous la thématique «Pour une stèle à la mémoire des disparus» a été animée par l'auteur de ce rappel, Lounis Aït Aoudia, avec la contribution de Mohamed Damerdj, moudjahid âgé de 90 ans, de l'Association des amis de la rampe Louni-Arezki, Casbah, auteur d'un ouvrage sur la guerre de Libération à la Casbah d'Alger intitulé *Les Pharmacies de la résistance*.

Cette lancinante et douloureuse remémoration s'avère ainsi être un véritable et poignant appel à la conscience nationale dont l'émancipation est ci-après traduite en écho salutaire par l'approche explicite de cette genèse d'historicité appropriée pour l'édification d'une stèle commémorative de martyrologe consacrée aux disparus de la grève des 8 jours et de la Bataille d'Alger.

Lounis AIT Aoudia

Auteur Contributeur Médiaïque en Patrimoine Culturel Historique et Mémoirel Président de l'Association des amis de la rampe LOUNI AREZKI Casbah

63^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

UNE STÈLE À LA MÉMOIRE DES DISPARUS !

Dédiée à la postérité et à la mémoire éternelle des disparus-martyrs de l'historique grève nationale des 8 jours, du 28 janvier au 4 février 1957.

I – Perspective et symbolique de la stèle : Pour une revanche de l'histoire

Une œuvre d'illustration sculpturale d'art figuratif pour la mise en exergue d'une revanche de l'histoire aux exactions criminelles de la colonisation française sur le lieu même de l'édification de la statue équestre du duc d'Orléans (ci-dessous sur son cheval en conquérant génocidaire d'Alger, glaive en main) scrutant d'un regard dominateur victorieux la multimillénaire Casbah, matrice historique et civilisationnelle d'El Djazair.

Une statue intentionnellement érigée en 1845 sur le site de proximité attachant à la Grande-Mosquée d'Alger - Djamaâ Djedid dans une posture péjorativement infamante par l'orientation de la croupe du cheval à



dessein d'inférioriser par déculturation un lieu sacré de culte identitaire d'algérianité incarnée par celui-ci.

II - Toponymie urbanistique d'occupation coloniale

Faut-il rappeler également, dans ce contexte, qu'à dessein de la perpétuation du souvenir de la conquête française en 1830, le site actuel de la place des Martyrs a sciement et idéologiquement été baptisé place du Gouvernement, en fronton d'attrait psychologique reflétant l'assise de suprématie du Gouvernement colonial français en Algérie.

Laquelle baptismation qui, avec mépris, a subtilement été accentué en ce sens par une symbolique d'assujettissement de domination de par son implantation dans une agglomération autochtone, densément populaire à la lisière de la Casbah d'Alger, jadis matrice historique, plurimillénaire et civilisationnelle qu'elle fût en rayonnante El Djazair.

Encore une ineptie coloniale inversée à ses dépens en dérision populaire transgénératoire à travers la désignation de ce lieu dénommé, appelé et épelé par les citoyens placet El Oûd (place du cheval) en rejet sociétal de résistance de l'appellation officiellement ciblée et décrétée de placet El Houkouma (place du Gouvernement).

Un retournement de situation allégorique



qui a ridiculisé ainsi la symbolique du toponyme «Gouvernement» en une burlesque figuration équestre de l'animal statufié en monture du duc d'Orléans sur la place dont la genèse est ci-dessus développée.

A quoi répondit sereinement le vénérable Cheikh Ben Smaïa en ces termes : «Mon-



Le cheikh sur son cheval dans une rue de la Casbah

III – Historicité de la place des Martyrs

Résurgence implacable du cours de l'histoire en son verdict de vérité ancrée à l'infini des âges et du temps par le sacrifice suprême du peuple algérien qui a triomphé le 5 Juillet 1962 avec la résurrection de l'Algérie libérée, souveraine et indépendante.

Un événement d'historicité illustré par l'éclat de l'iconographie expressive ci-dessous de l'éternel 5 Juillet 1962 de l'indépendance où la statue colonisatrice du duc d'Orléans a, dans un grandiose délire populaire de joie, été revêtue de l'emblème national hissé par des jeunes comblés d'un bonheur d'intensité émotionnel incrusté en la mémoire de tous ceux qui l'ont inoubliablement vécu.

IV- Anecdote mémorielle de pérennité historique

Le célèbre penseur exégète de notoriété savante de la Casbah d'Alger, Cheikh Abdelhalim Ben Smaïa, d'Alger (1866-1933), arriva un jour sur son inséparable cheval à l'extrémité du Gouvernement au moment de la prière et l'attacha sur la grille de la statue.

Un policier, en faction, le somma sévèrement et irrespectueusement de détacher la bête et de déguerpir immédiatement.



sieur l'agent, Si Chourti, ce n'est que pour un instant très court pour accomplir ma prière à la mosquée».

Refus catégorique et brutal de ce dernier suivi de cette mémorable et ironique tirade du Cheikh : «Ce cheval (pointé du doigt) est ici depuis plus d'un siècle et vous osez refuser à ce que le mien soit sur cette place de sa ville natale pour une quinzaine de minutes», et de poursuivre ainsi sa sublime et prémonitoire réplique : «Alors sachez et souvenez-vous bien aujourd'hui, que viendra le jour où votre cheval quittera à jamais ce lieu pour être banni avec l'opprobre du déshonneur de l'histoire», fin de citation.

Une vision du Cheikh Abdelhalim Ben Smaïa enfin réalisée et son vœu exaucé à travers le sort de cette statue qui, quelques jours plus tard, sera déboulonnée à la hâte par l'autorité coloniale, disparaître, chassée ainsi et à jamais d'Alger, capitale d'une Algérie libre, indépendante et souveraine.

Casbah le 10 octobre 2022

Lounis AIT Aoudia

« PAUSES TACTIQUES » ET LARGAGES D'AIDES
HUMANITAIRES À GHAZA

MANŒUVRE SIONISTE POUR ABSORBER LA PRESSION INTERNATIONALE

Les agences onusiennes exigent beaucoup plus et restent sceptiques quant à l'effet de cet « assouplissement » d'un blocus qui a précipité les populations dans une sorte de point de non-retour humanitaire.

■ MOURAD SLIMANI

Devant la pression internationale grandissante, elle-même effet de l'indignation qui monte crescendo dans l'opinion publique mondiale, le gouvernement sioniste annonce consentir des « pauses tactiques quotidiennes » sur le terrain militaire et lever le verrou sur certains passages terrestres pour les aides humanitaires à Ghaza. Après près de cinq mois de blocus qui ont fini par massifier la famine dans l'enclave, et deux mois d'expérimentation meurtrière du sinistre mécanisme de distribution d'aides via l'israélo-américaine Fondation humanitaire de Ghaza (FHG), l'entité sioniste recourt à la tactique diplomatique là aussi pour tenter de réhabiliter son image.

La démarche vise sans doute également à faire baisser la pression sur des alliés et soutiens, au Etats-Unis et en Europe notamment qui font face à une consternation bruyante des opinions publiques respectives. Pour la première fois depuis le 2 mars dernier, des agences de presses rapportent que des camions de denrées, bloqués jusque à la frontière de l'enclave avec l'Egypte ont pu traverser et pénétrer sur le territoire dans la matinée d'hier, via le terminal de Rafah.

L'Egypte sans doute l'un des pays les plus exposés aux pressions populaires pour sa proximité géographique avec le territoire de Ghaza, a annoncé par le truchement du Croissant-Rouge, l'envoi de « plus de 100 camions transportant plus de 1.200 tonnes de nourriture, environ 840 tonnes de farine et 450 tonnes de paniers alimen-



taires variés». L'agence d'information jordanienne Petra, a annoncé dans la journée pour sa part que l'aviation royale a effectué des parachutages de lots humanitaires dans l'enclave.

Les agences onusiennes, dont le concours est sollicité en l'occurrence exigent beaucoup plus cependant et restent sceptiques quant à l'effet de cet « assouplissement » du blocus qui a précipité les populations dans une sorte de point de non retour humanitaire. Le chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a fait savoir hier être « En contact avec (les) équipes sur le terrain qui feront tout leur possible pour atteindre autant de personnes affamées que nous le pouvons ». Exclu de toutes les opérations humanitaires depuis près de cinq mois, l'OCHA et les autres organismes onusiens, ont refusé depuis la fin mai dernier de collaborer avec le mécanisme unilatéral de distribution d'aides décidé par l'administra-

tion d'occupation et qui s'est avéré un véritable piège mortel pour les Palestiniens. Le réseau onusien se résout aujourd'hui à prendre tout ce qui vient dans le sens de la moindre aide pouvant soulager les souffrances des populations, quitte à ce que cela soit une goutte dans l'océan des besoins.

Une responsable de OXFAM International, a plaidé pour sa part la nécessité d'un « d'un flux d'aide constant et à grande échelle », option qui ne peut être mise en œuvre sans un « cessez-le-feu permanent, d'une levée complète du siège et de garanties claires que ce ne soit pas simplement un geste temporaire ».

La veille, Le commissaire général de l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), avait à son tour réagit à une opération israélienne de largage de colis humanitaire sur l'enclave, affirmant que cela constituait une démarche « inefficace » face à l'ampleur de la ca-

tastrophe humanitaire. « Les largages aériens ne mettront pas fin à la famine qui s'aggrave. Ils sont coûteux, inefficaces et peuvent même tuer des civils affamés », a objecté M. Philippe Lazzarini sur les réseaux sociaux, ajoutant qu'« une famine provoquée par l'homme ne peut être résolue que par la volonté politique ». L'UNRWA comme toutes les agences onusiennes, réclame une réhabilitation immédiate du rôle de l'ONU sur place et la possibilité d'intervenir à grande échelle et sans obstacles.

A noter que le gouvernement britannique, confronté à une pression parlementaire interne, avait annoncé samedi son intention d'organiser des largages aériens d'aides sur le territoire. Des déclarations communes de plusieurs pays, dont des alliés traditionnels de l'entité israélienne, exigent par ailleurs de mettre fin aux massacres et à la famine dans l'enclave.

M. S.

CISJORDANIE
OCCUPÉE

L'UIPA CONDAMNE LES VISÉES SIONISTES

L'Union parlementaire arabe, dans un communiqué signé par son président, Ibrahim Boughali, président l'Assemblée populaire nationale, a exprimé sa "condamnation et son vif rejet" de la décision sioniste de soutenir de faire valoir une soi-disante "souveraineté" sur la Cisjordanie et la vallée du Jourdain palestiniennes occupées.

Le communiqué a affirmé que "le simple fait de soulever cette question constitue une grave violation du droit international et une ignorance des résolutions de la légitimité internationale pertinentes, en particulier la résolution 2334 qui exige un arrêt immédiat et total de toutes les activités de colonisation dans les territoires palestiniens occupés, y compris al-Qods-Est, afin d'empêcher tout changement démographique et géographique des terres palestiniennes."

Tout en soulignant le rejet catégorique de l'Union "de toute imposition d'un contrôle sioniste sur les terres palestiniennes, ces actions étant considérées comme illégales et illégitimes", elle "met en garde contre la gravité de ces violations sionistes qui menacent la stabilité de la région et compromettent les chances de mise en œuvre de la solution à deux États, surtout à l'approche de la tenue de la conférence internationale pour la solution à deux États." L'Union a renouvelé son appel à la communauté internationale, ainsi qu'aux parlements nationaux et régionaux, à assumer leurs responsabilités légales et morales, et à intensifier les actions de solidarité avec la cause palestinienne pour obliger le régime sioniste à "cesser immédiatement l'agression sur la bande de Ghaza, l'escalade grave en Cisjordanie occupée, et à fournir la protection nécessaire au peuple palestinien et à satisfaire ses droits légitimes à établir son État indépendant."

150 % D'AUGMENTATION DES MALADIES HYDRIQUES

Des maladies mortelles se propagent rapidement dans la bande de Ghaza, soumise à une sauvage agression sioniste, alors que des cargaisons humanitaires contenant du matériel qui permettrait de les traiter et de les prévenir s'accumulent dans des entrepôts à travers la région, affirme Oxfam International. "Les maladies d'origine hydrique, qui sont à la fois évitables et faciles à traiter, ont augmenté de près de 150 % à Ghaza au cours des trois derniers mois, pendant que (l'entité sioniste) continue de bloquer délibérément l'aide humanitaire", déplore cette ONG dans un communiqué publié sur le site de sa branche canadienne. Les données sanitaires disponibles provenant de plusieurs agences montrent que le nombre de Palestiniens se présentant dans les établissements de santé avec une diarrhée sanglante a augmenté de 302 %, les cas de diarrhée aqueuse aiguë ont augmenté de 150 % et les cas de jaunisse aiguë de 101 %. "Ces données ne reflètent qu'une partie de la réalité, puisque la plupart des deux millions de personnes piégées par le siège continu ont peu accès aux rares établissements de santé qui réussissent encore à fonctionner", fait remarquer l'ONG. Elle avertit, à ce titre, que cette recrudescence de maladies "peut rapidement devenir mortelle", d'autant plus que la population de Ghaza est privée de nourriture, d'eau, d'abris et de soins de santé adéquats depuis plus de 21 mois.

M. S.

MOINS D'UN MOIS ET DEMI APRÈS LE MADLEEN LE HANDALA PIRATÉ DANS LES EAUX INTERNATIONALES

Un peu plus d'un mois après l'interception et arraisonnement dans les eaux internationales du navire humanitaire Madleen, la nuit du 8 au 9 juin dernier, le navire 'Handala', affrété comme son prédécesseur, par la Coalition internationale la "Flottille pour la liberté" a subi le même sort dans la soirée de ce samedi. Des soldats israéliens ont pris le contrôle de l'embarcation, cagoulés et armés jusqu'aux dents, obligeant les membres de l'équipage et les passagers, des militants humanitaires, des artistes et des journalistes issus de plusieurs nationalités, à mettre les mains en l'air et s'avouer prisonniers.

Dans un message sur les réseaux sociaux, l'organisation la "Flottille pour la liberté" fait observer que le "Handala a été intercepté et abordé illégalement par les forces israéliennes alors qu'il se trouvait dans les eaux internationales". "Les voyous de Netanyahu ont abordé le Handala. Ils



attaquent 21 personnes désarmées dans des eaux internationales où ils n'ont aucun droit. Un kidnapping dans lequel deux parlementaires françaises sont victimes", a réagi sur X le leader du mouvement La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon.

Selon plusieurs sources, le bateau a quitté le port italien de Syracuse, en Sicile, le 13 juillet, a été attaqué à une distance de

près de 50 km de la côte égyptienne et à 100 km à l'ouest de Ghaza. Comme son prédécesseur le Madleen, la Handala était chargé du matériel médical, des denrées alimentaires, et des médicaments, et la mission avait pour objectif de dénoncer le blocus criminel imposé aux populations de Ghaza depuis début mars dernier. L'équipage et les militants du navire devraient subir le même sort que ceux ayant embarqué sur le Madleen, soit des expulsions et des détentions de plusieurs jours, avec obligation de signer des engagements à ne plus retenter d'expéditions du genre pour être libéré. Le Handala porte le nom d'un emblématique personnage de dessin de presse, du caricaturiste palestinien engagé Naji al-Aly, assassiné en 1987 par les services sionistes.

M. S.

PREMIÈRE ÉDITION DES JEUX SCOLAIRES AFRICAINS

REPORTAGE AU VILLAGE AFRICAINE DE L'UNIVERSITÉ CONSTANTINE-3

UN LIEU CONVIVIAL PANAFRICAIN

La Cité universitaire 07 de l'Université de Constantine-3 vit actuellement des moments exceptionnels. Métamorphosée en village panafricain, elle accueille les jeunes prodiges du sport scolaire des pays du continent dans le cadre de la première édition des Jeux africains scolaires dans une ambiance festive et fraternelle qui fait honneur à l'esprit olympique africain.

■ De notre bureau :
CHAHINEZ DJAHNINE



Plus de 192 jeunes athlètes issus de 15 pays africains, du Nigeria à la Tunisie en passant par le Ghana, le Zimbabwe ou encore l'Égypte, sont arrivés sur place, accompagnés de 18 encadreurs. Un accueil chaleureux et minutieusement organisé leur a été réservé, salué unanimement par les délégations présentes.

Une mobilisation exemplaire pour l'hébergement de 192 jeunes talents

Cette aventure sportive a rassemblé jusqu'à présent plus de 192 athlètes prometteurs venus de 15 nations africaines, accompagnés d'encadreurs et de sélectionneurs dans le site d'hébergement de Constantine. Les délégations du Zimbabwe, d'Algérie, de Tunisie, de l'Ouganda, du Nigeria, du Soudan, du Congo, de la République démocratique du Congo, du Ghana, d'Égypte, du Cameroun et de Tanzanie cohabitent dans cette mosaïque culturelle unique. Mohamed Bouraiou, coordinateur de l'événement à Constantine, témoigne de l'ampleur des préparatifs. Le campus, doté d'une capacité d'accueil de 500 participants, offre des prestations complètes : hébergement adapté, restauration soignée et moyens logistiques conséquents. Il souligne également que : «Une flotte de transport universitaire assure quotidiennement les liaisons entre le village et les sites sportifs». L'enthousiasme des participants confirme la réussite de cette organisation. M. Oweifie Ebidowe

Thompson, le sélectionneur de l'équipe nigérienne de football, salue la qualité globale des installations de la cité universitaire : selon lui : «Le site convient parfaitement à nos athlètes et à nos entraîneurs. La restauration, l'environnement et la sécurité répondent à nos attentes». Le technicien nigérian souligne également l'importance historique de cette compétition : «Il s'agit d'une première édition organisée avec rigueur et professionnalisme en Algérie. Le Nigeria est fier de contribuer au développement du sport scolaire africain. Cette compétition élève le niveau de nos athlètes et valorise le sport à l'école».

Cette satisfaction se retrouve chez Hussin Smiall, un jeune joueur de football, qui apprécie particulièrement les premières séances d'entraînement dans les stades constantinois. Il met l'accent sur «l'excellence des conditions, la qualité de la restauration proposée par la cité universitaire aux athlètes et l'agréable de l'environnement».

Une organisation saluée par tous les participants

Ridha El Gharbi, entraîneur de l'équipe tunisienne de tennis de table, confirme cette appréciation générale : «Nous sommes venus dans ce pays frère participer à cette première édition du Championnat africain des Jeux scolaires. L'hébergement dans ce village africain est de qualité, l'organisation atteint un niveau d'excellence et les transports fonctionnent avec fluidité». Selon lui : «La

Cité universitaire 07 de l'Université de Constantine 3 est un village africain vibrant, où l'unité, la diversité et le talent se rencontrent sous le signe des premiers Jeux africains scolaires».

Constantine, symbole d'une Afrique unie par le sport

Au-delà des performances sportives, ces Jeux révèlent la richesse des échanges interculturels. Dans les couloirs du village olympique, les langues se mêlent, les rires fusent et les amitiés naissent, illustrant cette fraternité africaine qui dépasse les frontières nationales. L'équipe d'encadrement, mobilisée en nombre, veille attentivement au bien-être de chaque participant, tandis que les services de sécurité garantissent discrètement la tranquillité nécessaire à la concentration des compétiteurs. Cette première édition des Jeux africains scolaires s'impose déjà comme un événement marquant, porté par la passion sportive commune et l'hospitalité traditionnelle algérienne. Constantine devient ainsi le théâtre privilégié de cette célébration continentale dédiée à la jeunesse sportive africaine. Dans cette effervescence sportive et culturelle, l'Afrique exprime sa voix unifiée à travers sa jeunesse dynamique. Entre performances athlétiques de haut niveau et moments de convivialité, la Cité universitaire 07 incarne parfaitement l'idéal olympique africain.

C. D.

SÉTIF

DJAMEL ZEBDI,
DIRECTEUR
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS
« RIEN N'EST LAISSÉ
AU HASARD »

■ DE NOTRE CORRESPONDANT :
FAROUK ZOGHBI

C'est dans un climat de joie emprunt de confiance et de sérénité qu'on débuté hier, les compétitions marquant la première éditions des Jeux sportifs africains qui constitue un rendez-vous inédit pour la jeunesse du Continent africain et regroupe, pour la groupe de Sétif, quelque 400 jeunes talents sportifs âgés entre 15 et 17 ans.

Ces compétiteurs venus de 51 pays d'Afrique qui se donneront rendez-vous du 26 juillet au 5 août, date de la cérémonie de clôture sont mis en lice pour ce groupe dans cinq disciplines pour les unes connues du grand public dans la cité de Aïn Fouara à l'instar de la natation du merveilleux cadre de la piscine olympique El Bez, le basketball qui a produit tant de valeurs sûres et continues d'occuper l'espace de la grande salle de l'OPOW et d'autres spécialités que le public sétifien découvrira sur des installations modernes à l'instar du Badminton dont les compétitions se déroulent au niveau de la salle Mokhtar Arribi de Aïn Arnet, le Taekwondo et le king fou très appréciés par les jeunes et éliront domicile au niveau des installations de l'Ecole des sports olympique. Autant d'espaces qui ont fait l'objet de reprise et de réhabilitation jusqu'au moindre détail pour être de la dimension qui se doit et permettre à ces jeunes africaines de se dérouler dans les meilleures conditions, nous indique le directeur de wilaya de la jeunesse et des sports, Djamel Zebdi, qui s'attelle à traduire dans les faits les instructions du ministre de la Jeunesse et des Sport aux côtés du comité local de ces jeux.

Qu'en est-il des infrastructures sportives ?

«En effet, rien n'a été laissé au hasard, pour que toutes les installations sportives qui doivent accueillir les différentes compétitions programmées dans notre wilaya soient aux normes requises, voire même aux normes internationales. La récente visite des membres du comité d'organisations de ces Jeux africains, s'est déplacé dans chacune de ces infrastructures et a tout passé au crible pour finalement, comme vous avez eu à le constater, a dressé un constat positif et dire que Sétif était au top.

Le fait que Sétif soit choisi pour faire partie des quatre wilayas qui doivent abriter les 25 disciplines sportives relève d'un honneur que nous avons à traduire dans les faits à tous les niveaux en mettant en exergue nos capacités organisationnelles au moment où des investissements d'envergure sont consentis pour les infrastructures.

Revenons si vous voulez bien à un autre volet, non moins important, relatif à l'accueil, l'hébergement et la restauration

«C'est ce même intérêt et cette même attention qui ont été consentis par les pouvoirs publics locaux avec la réservation de toute une résidence universitaire dotée de toutes les commodités nécessaires pour bien accueillir et permettre à ces jeunes talents d'être mis dans les conditions qui se doivent et surtout vivre en symbiose, se connaître, échanger leurs expériences et construire ensemble l'Afrique de demain. Celle-là même qui a fait vibrer tant de stades à travers le monde dans bien des spécialités. Le suivi sanitaire est également présent et les responsables de la wilaya ont tenu à vérifier le tout dans les détails à la veille de ces jeux.

Le volet culturel, je suppose n'est pas laissé en marge de l'événement ?

«C'est même un volet important, puisque nous avons mis en place, en coordination avec la direction du tourisme et l'office de la culture, tout un programme de loisirs et de détente avec des soirées artistiques, des espaces artisanaux au niveau de la résidence des jeunes athlètes, de même que des excursions vers différents sites touristiques».

F. Z.

TENNIS DE TABLE LES PONGISTES PEAUFINENT LEUR PRÉPARATION

La salle omnisports de la nouvelle ville Ali Mendjeli de Constantine, où les séances d'entraînements des pongistes représentant plusieurs pays africains battent leur plein, connaît beaucoup d'effervescence en prévision des tournois de JSA. Dans une atmosphère tout en rigueur et professionnalisme, les athlètes venus de plusieurs pays africains dont l'Algérie, la Tunisie, le Soudan, le Nigeria et la Côte d'Ivoire suivent un programme de préparation soutenu, articulé autour d'un entraînement quotidien : une première le matin, consacrée à la préparation physique, et une seconde en fin de journée dédiée au travail technique et tactique, ponctuée de matchs amicaux simulant des situations de compétition réelle. La sélectionneuse nationale algérienne de tennis de table pour

les catégories féminines U15 et U19, Mme Linda Leghrybi, s'est dite très satisfaite du rythme de préparation, qu'elle qualifie de «très encourageant». Elle a souligné l'importance d'approfondir la cohésion de groupe et d'affiner les automatismes techniques à travers des confrontations d'entraînement qui offrent, selon elle, «une vision plus concrète du niveau réel des athlètes dans un contexte proche de celui de la compétition officielle». De leur côté, les entraîneurs des Equipes nationales de Tunisie, du Nigeria et du Cameroun ont salué la qualité des infrastructures sportives mises à leur disposition à Constantine, en particulier les installations de la salle omnisports de la circonscription administrative d'Ali Mendjeli. Ils ont unanimement souligné que les équipements



modernes, alliés à la logistique mise en place par les autorités algériennes, constituent «une véritable garantie de réussite, tant sur le plan organisationnel, que technique». Par ailleurs, cette même salle omnisports a abrité, dans la matinée de samedi, une réunion technique regroupant les représentants des délégations

sportives de 15 pays africains participants, à savoir : l'Algérie, le Botswana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Ghana, la Guinée, Madagascar, le Nigeria, l'Ouganda, la République Démocratique du Congo, les Seychelles, le Soudan, la Tanzanie et la Tunisie.

PREMIÈRE ÉDITION DES JEUX SCOLAIRES AFRICAINS

LUTTE GRÉCO-ROMAINE : 10 MÉDAILLES POUR L'ALGÉRIE

■ BOUDJEMAÂ GUETMI

La lutte gréco-romaine algérienne a récolté pas moins de sept médailles lors de la première journée de compétition des Jeux scolaires africains, disputée hier, à la salle Chahlef-Chahreddine de Annaba, devant un public nombreux. Les Verts ont moissonné 6 médailles en or, 2 en argent. Les médailles d'or ont été l'œuvre de Djemouai Mondher (110 kg), Boumaza Lyes (45 kg), Benmaiza Ayoub (48 kg), Badr El Islam Mahdaoui (55 kg), Boutarfaya Houdaifa (71 kg) et Skander Ben Mohamed (92kg), au moment où leurs compatriotes Boualem Abd El Wadoud (65 kg), Gacem Mohamed (80 kg) se sont respectivement contentés de l'argent. «Nous sommes satisfaits des résultats obtenus au cours de cette première journée, surtout en présence des Egyptiens et Tunisiens, nous a déclaré Djemouai Mondher et Benmaiza Ayoub, après leurs victoires respectives face à l'Egyptien, Aboufrag Hanafy et aux Tunisiens Trabelsi Ahmed Salmane et Mohamed Rabie



Bensalah. En somme, les protégés de Boudjemline Adem et Naanaa Abderrahmane, n'ont pas raté leur sortie à domicile lors de la finale de la première journée avec à la clé 10 combats 10 médailles récoltés.

B. G.

BENOÎT MARCEL DATO, MINISTRE DES SPORTS BÉNINOIS « UNE AUBAINE POUR LES JEUNES ATHLÈTES »

■ De notre envoyé spécial à SKIKDA
ZOHEYR DOUAKHA

«Nous avons assisté à une très belle cérémonie d'ouverture pour cette première édition des Jeux scolaires africains. Ceux-ci constituent une véritable aubaine pour les jeunes athlètes du continent pour qu'ils démontrent leurs talents dans les diverses disciplines sportives». C'est ce qu'a fait savoir, le ministre des sports béninois, Benoît Marcel Dato, dans une déclaration à *El Moudjahid*.



Interrogé tout juste à la fin de la cérémonie d'ouverture des JSA 2025, le ministre béninois nous a fait part de ses appréciations. «La cérémonie d'ouverture était magnifique comme nous l'avions observé. Nous encourageons vivement ce genre de compétitions étant donné que le sport est d'une grande importance pour la jeunesse africaine», a-t-il indiqué.

Concernant la participation de son pays à cette première édition des JSA, l'intervenant a souligné que les jeunes Béninois sont motivés et comptent, par conséquent, honorer leur pays. «Le Bénin participe avec une forte délégation qui comprend 87 jeunes athlètes, répartis sur huit disciplines sportives. Leur objectif principal est de s'affirmer lors des différentes compétitions que comprennent ces jeux», a souligné l'intervenant.

Par ailleurs, la présence du premier responsable du secteur des Sports au Bénin à la cérémonie d'ouverture, ainsi que la nombreuse délégation sportive béninoise qui prend part aux diverses compétitions, révèlent l'engagement et l'accompagnement de ce pays pour, non seulement promouvoir davantage le sport, mais aussi donner aux jeunes Béninois l'occasion d'émerger à l'échelle continentale.

Z. D.

CYCLISME

SAMIR ALLAM (SÉLECTIONNEUR NATIONAL DAMES) : « GAGNER LE MAXIMUM D'ÉPREUVES »

Le sélectionneur national des séniors dames, Samir Allam, est à Annaba pour renforcer le staff technique des équipes algériennes, en prévision des JSA. Dans cet entretien, il nous fait part des ambitions de la petite reine algérienne dans cette compétition continentale et la préparation des coureurs.

Entretien réalisé par :
■ RÉDHA MAOUCHE

El Moudjahid : Quelle importance accorde la FAC à ces jeux scolaires africains ?

Samir Allam : C'est une aubaine pour nos jeunes cyclistes issus du milieu scolaire. La Fédération algérienne de cyclisme accorde une grande importance à la formation dans la perspective de constituer un réservoir important gorgé de jeunes talents en mesure de renforcer plus tard la sélection première, toutes les spécialités confondues de notre discipline. Pour permettre une meilleure prise en charge de nos athlètes, tant au niveau scolaire que sportif, mais aussi pour une question de sécurité routière, la fédération a préféré déplacer notre pôle de développement des jeunes talents du lycée sportif de Draria à Blida. Une stratégie payante de la part du bureau fédéral et de la DTN, puisque la sélection cadette garçons est composée de cinq coureurs du lycée sportif de Blida, renforcée par le jeune Mansouri qui évolue dans une formation émiratie. Pour ce qui est de la gente féminine, il faut savoir que nous n'avons pas beaucoup d'athlètes licenciés en Algérie.

Cependant, la FAC ne ménage aucun effort à mettre en place une politique et des moyens nécessaires pour le développement et la promotion de la discipline pour cette catégorie. Nesrine Houili, qui s'illustre régulièrement aux niveaux arabe et africain, avec une participation au JO de Paris 2024, en est la preuve. Pour cette compétition, qui va permettre à nos jeunes de s'aguerrir au niveau continental et de gagner en expérience, nous avons sélectionné huit jeunes filles. Six d'entre elles



seulement vont prendre part à la compétition. Pour les deux autres, cette occasion leur servira d'expérience.

Un mot sur la préparation des deux sélections ?

Pour ce qui est de la préparation de ces joutes continentales, nous avons organisé un stage de dix jours à Alger, avant de rejoindre la ville d'Annaba. Nous sommes arrivés dans le village olympique une semaine avant le coup d'envoi de la compétition. Cela nous a permis de poursuivre le travail et de nous entraîner sur le parcours de la compétition. Nous avons par ailleurs prévu des séances purement techniques pour apporter les derniers réglages. Nous allons par la suite entrer dans le vif du sujet. Pour les filles, nous avons deux athlètes pour le contre la montre individuelle et quatre pour le contre la montre par équipe. Les six

participeront aussi à la course en ligne. Les choix ont été faits en fonction des tests effectués au préalable. Nous misons beaucoup sur le développement du cyclisme féminin. Quelque soit les résultats obtenus, nous allons poursuivre le travail avec cette jeune sélection. Concernant l'équipe masculine, elle est composée d'athlètes de la catégorie cadette, à l'image du champion d'Algérie Allal, mais aussi de juniors premières années, comme Mellak, le vice champion national. Cette sélection a bénéficié de trois regroupements depuis le début de l'année où un travail assez conséquent a été effectué.

Comment se déroule votre séjour au niveau du Village olympique ?

Honnêtement, le site est aux normes. Nous n'avons noté aucune faille ou point négatif. Dès notre arrivée, nous avons tenu une réu-

nion avec le responsable du village, qui est une cité universitaire. Nous leur avons fait part de nos besoins, auxquels ils ont répondu favorablement. À l'intérieur du village, nous disposons d'un parcours pour les séances techniques. Aussi, les responsables du site ont mis à notre disposition un véhicule pour assurer la sécurité des athlètes lors des entraînements à l'extérieur. Pour le moment tout se passe bien.

Quels sont vos objectifs dans ces jeux ?

Notre premier objectif est de permettre à nos jeunes athlètes de participer à une compétition internationale et de jauger leurs capacités à ce niveau. Il s'agit d'une première pour nos sélections. Nous avons une idée plus ou moins précise sur leur niveau à l'échelle nationale, mais pas au niveau international. Donc, on ne peut pas trop s'avancer en ce qui concerne les pronostics.

D'autant plus que les résultats en cyclisme dépendent de plusieurs paramètres, notamment en termes de matériel. Aussi, nous n'avons aucune idée sur nos adversaires. Bien évidemment, nous visons le titre dans chaque spécialité et nous allons tout faire pour atteindre cet objectif. Nous allons gérer les épreuves une à une pour réaliser les meilleurs résultats possibles. Pour cela, nous avons fait le déplacement avec un staff conséquent, composé des sélectionneurs nationaux des catégories cadettes garçons et filles, Merdj Hamza et Benounene Belkacem Racha. Il y a aussi le mécanicien et les kinés qui font un excellent travail. En ma qualité de sélectionneur des séniors dames, je suis ici pour les épauler.

R. M.

CLÔTURE DU 16^e FESTIVAL DE LA MUSIQUE
ET DE LA CHANSON ORANAISESRELÈVE ASSURÉE
PAR DES TALENTS ÉMERGENTS■ De notre bureau :
AMEL SAHER

La 16^e édition du festival local de la musique et de la chanson oranaise s'est achevée avant-hier soir au Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran, après cinq journées rythmées par la musique oranaise authentique et une compétition intense entre huit jeunes voix prometteuses.

La cérémonie de clôture, marquée par une affluence exceptionnelle du public et des artistes, a été l'occasion de dévoiler les lauréats de cette édition présidée par le musicien Abdellah Tamouh. Le premier prix a été décerné au chanteur Mohamed Amer, représentant la wilaya d'Oran. La deuxième place est revenue au jeune chanteur Anes Ghemara de la ville de Nedroma, tandis que le troisième prix a été attribué à Samir Cheikhi de la wilaya d'Aïn Témouchent. Le président du jury, Abdellah Tamouh, a précisé que l'évaluation des candidats s'est basée sur plusieurs critères en premier lieu ; la qualité vocale, la performance scénique, la présence artistique et l'harmonie avec l'accompagnement musical. Il a également salué le niveau élevé des participants, souli-

gnant que ces jeunes talents contribueront à préserver et perpétuer le patrimoine de la chanson oranaise.

La soirée de clôture a été animée par plusieurs artistes de renom. Le chanteur Mahboub El Wahrani a interprété "ChafetAïni", suivi de Omar Reffas avec "Elli Kan BinetnaNssih" et "Alf Leila w Hila". La chanteuse RymissaCheikhi a envoûté le public avec "Halomoi Ya Choubane", tandis que Houari Si Ali a interprété "Dja Yezour El Wliya".

À l'occasion, le commissariat du festival a rendu hommage au musicien Moulay Abdelnabi, compagnon de route du regretté Blaoui El Houari, et chef d'orchestre durant plus de 30 ans. Par ailleurs, la coordination pour la citoyenneté durable, présidée par Mohamed Ghenoun, a honoré la commissaire du festival, l'artiste Souad Bouali, ainsi que le président du jury, TamouhBouabdelah, en leur remettant une médaille du citoyen d'exception.

A. S.



MUSIQUE AFRICAINE

ENTRE TRADITIONS MILLÉNAIRES
ET RÉINVENTION CONTEMPORAINE

■ MEHDI KAOUANE

De Lagos à Dakar, du Cap à Kinshasa, la musique africaine rayonne aujourd'hui bien au-delà de ses frontières. Nourrie par une diversité culturelle impressionnante, elle est le reflet vivant d'un continent en perpétuel mouvement, qui parvient à concilier traditions ancestrales et innovation artistique.

En 2025, elle est plus que jamais au cœur de la scène musicale mondiale, influençant les hits internationaux, galvanisant les réseaux sociaux, et rassemblant les foules dans les festivals européens. La musique africaine puise ses origines dans une multitude de traditions ethniques et spirituelles. Chaque région possède ses propres instruments, rythmes et formes de narration chantée. Du mbalax sénégalais, impulsé par Youssou N'Dour, au juju nigérian de King Sunny Adé, en passant par la rumba congolaise devenue soukous, les genres traditionnels ont servi de socles aux courants modernes. Le highlife ghanéen, mariant jazz et folklore Akan, ou encore le bongo flava tanzanien, qui mêle rap et in-

fluences locales, témoignent de cette volonté constante de renouveler l'identité musicale africaine tout en préservant ses racines. L'évolution la plus spectaculaire de ces dernières années est sans doute celle de l'Afrobeats (avec un « s »), un style hybride venu du Nigeria et du Ghana. Ce genre, qui fusionne percussions africaines, R&B, hip-hop et pop, a conquis les radios et festivals du monde entier.

Des artistes comme Wizkid, Burna Boy, Tems ou Rema remplissent aujourd'hui les stades de Londres à New York, incarnant une Afrique jeune, créative et connectée. Autre phénomène majeur : l'Amapiano, venu d'Afrique du Sud. À la fois doux et entraînant, ce style mêle deep house, jazz et rythmes traditionnels, porté par des figures comme Kabza De Small ou DJ Maphorisa. À cela s'ajoutent le Gqom, le Fuji revisité, ou encore l'électro africaine, qui investissent les scènes électroniques internationales. Les festivals consacrés à la musique africaine se multiplient en Europe, attirant un public de plus en plus large. En Allemagne, le mythique Africa Festival de

Würzburg réunit depuis plus de 30 ans les plus grands artistes du continent. En France, Musiques Métisses d'Angoulême ou Wassan Africa célèbrent la richesse des sonorités africaines et leur fusion avec d'autres cultures. Au Portugal, le festival Afro Nation fait vibrer les plages de l'Algarve avec les géants de l'afrobeats, de l'ama piano et du dancehall.

Les Pays-Bas accueillent également l'Africafestival de Hertme, un rendez-vous incontournable pour les amateurs de musiques panafricaines. Les artistes africains de la nouvelle génération utilisent massivement les réseaux sociaux pour se faire connaître et diffuser leurs sons. Cette dynamique favorise également l'émergence d'artistes féminines comme Tiwa Savage, Ayra Starr, ou Sho Madjozi, qui imposent leur voix dans un milieu longtemps dominé par les hommes. En 2025, la musique africaine n'est plus perçue comme une simple niche « exotique », mais comme une force esthétique majeure dans l'industrie musicale mondiale.

NOTE DE LECTURE

«RAÏ, OH ! MA DÉRAISON,
UNE HISTOIRE ALGÉRIENNE»
DE MOHAMED KALID'UNE MUSIQUE
DU TERROIR
AU RAÏ MODERNE■ KHEIRA
ATTOUCHE

À ses prémices, confiné à des milieux paillards et graveleux, le raï a conquis la société en faisant un pied-de-nez au milieu traditionnel puritain et aseptisé. Au fil du temps, il s'est modernisé et s'est imposé à l'international.

Ainsi l'histoire de l'origine du Raï et de son développement, a fait l'objet de l'intéressant ouvrage de Mohammed Kali "Raï, Oh! ma déraison" qui re-centre le débat sur ce genre musical tantôt apprécié tantôt décrié. Les bien-pensants et la bigoterie ambiante l'a voué aux gémonies. Dans ce livre, l'auteur remonte aux origines en montrant l'amalgame entre le raï et le bédoui.

À cette époque, l'Oranie résonnait majoritairement de vers de Melhoun avec des poètes cheikhs comme Benbrahim, Abdelkader Khaldi et Hamada Mustapha. Toutes les fêtes et cérémonies étaient empreintes de ce répertoire déclamé dans le bédouin et rythmé au son du guellal et de la flûte. Mais dans ce contexte des années coloniales des années 20 où paupérisation, désarroi, et guerres se côtoient, la voix de ces prolétaires issus de la campagne a donné lieu à des chansons, sortes de plaintes de leur mal-vie et de leur pauvreté durant les moissons, les cueillettes et les fêtes. Ce raï Trab selon Mohammed Kali ou raï du terroir étaient l'œuvre de ces personnes qui ne pouvaient assimiler les poèmes élitistes du chi'r el Melhoun. Aussi, l'anathème fut lancé par les maîtres du melhoun qui le considèrent comme de la subversion poétique.

Selon une version, ce sont ces chanteurs-bergers qui ont permis l'émergence du raï, pour, Il a pris racine dans des milieux peu recommandables et grivois. Prélude à sa diffusion, ce sont ces pseudos-chanteuses et laissées pour compte des bas-fonds qui le-sintroduisirent dans tous les espaces publics comme Rimiti, el Ouachma et Ghilizaniya bien plus tard Zahouania. C'est dans les milieux urbains populaires, qu'il poindra réellement. D'où l'émergence d'orchestres de femmes appelées "medahattes". C'est par ce canal de chant populaire que passent les revendications du peuple asservi matériellement et culturellement. Porteur de revendications sociales, il est l'expression d'une mal-vie. Vers les années 40, prenant de l'ampleur, il devient l'apanage des femmes avec leurs orchestres. Évoluant dans ces milieux égrillards, le

Mohammed Kali

Raï, oh ! ma déraison
Une histoire algérienne

raï licencieux ne choquait pas. On y racontait des thèmes osés pour l'époque comme l'amour, la femme et les vapeurs éthyliques. Aussi ce genre représentait un univers jugé indécent et lubrique. Engoncé dans le milieu des bas-fonds, il restera cantonné dans un environnement marginal. Après l'indépendance, le raï restera douteux et ne rallie pas les suffrages. Ostracisé par les pouvoirs publics, il connaîtra vers les années 80 une belle embellie en s'introduisant presque par effraction dans tous les espaces publics. Moins hard, le raï évoluera avec des paroles teintées de propos graveleux choquant certains et attirant une jeunesse assoiffée de liberté et d'amour; C'est avec des raimons comme Bellemou, Hasni, Khaled, Mami, Zahouania, Fadela et Sahraoui que le raï fait son entrée dans la cours des grands.

Complainte du terroir décliné à un univers interlope, ou moyen d'acculturation à l'époque coloniale, le raï dénonçait la dure réalité du peuple. Quelque soit son origine, soit issu du rébétika (ballades grecques chez les émigrants grecs aux Usa) selon feu l'universitaire Miliani Hadj ou complainte du terroir, (Raï Trab), il s'imposa comme un art musical qui a conquis toute la planète.

Le pertinent et remarquable ouvrage de Mohammed Kali, paru aux éditions Chihab, offre une importante source d'informations sur le raï de son origine à son évolution, ainsi que les divers crooners qui ont porté au pinacle ce genre musical souvent discrédité. Cette recherche de l'auteur rappelle que cet art musical a conquis le monde. Un ouvrage empreint d'informations pour une meilleure compréhension de cet art musical. À lire expressément!

K. A.

CRASH D'UN AVION DE LIGNE RUSSE

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES À SON HOMOLOGUE RUSSE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances à son homologue russe, M. Vladimir Poutine, suite au crash d'un avion de ligne russe dans la ville de Tynda, faisant 49 morts.

«Excellence Monsieur Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie, c'est avec une grande tristesse et une profonde affliction que j'ai appris le crash de l'avion de ligne russe dans la ville de Tynda, qui a fait 49 morts», lit-on dans le message de condoléances. «En cette douloureuse épreuve, je tiens à vous présenter, ainsi qu'au peuple russe ami, et, à travers vous, aux familles des victimes, au nom du peuple et du Gouvernement algériens et en mon nom personnel, mes sincères condoléances, vous assurant de ma profonde compassion», a ajouté le président de la République.

«Tout en vous réitérant mes sincères condoléances, veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression de mes sentiments les plus respectueux», a-t-il conclu son message de condoléances.



ALGÉRIE-CHINE

UNE RENCONTRE SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Une rencontre algéro-chinoise consacrée au secteur de la sécurité sociale s'est tenue, hier à Alger, dans le but de renforcer les cadres de coopération bilatérale et d'échanger les expertises entre les deux pays en la matière, indique un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. «Dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale et de l'échange d'expertises entre l'Algérie et la République



populaire de Chine dans le domaine de la sécurité sociale», une réunion a été tenue entre le directeur général de la sécurité sociale au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Mohamed Islam Dahmri, et le directeur général adjoint à la Direction générale des Relations internationales au ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale de la République populaire de Chine, M. Jiang Wei, ainsi que les délégations les accompagnant», précise le communiqué.

VIE RELIGIEUSE

Lundi 3 Safar 1447
correspondant
au 28 Juillet 2025

- Dohr..... 12h55
- Asr..... 16h44
- Maghreb..... 20h01
- Icha 21h34

Mardi 4 Safar 1447
correspondant
au 29 Juillet 2025

- Fedjr..... 04h10
- Echourouk... 05h52

CORPS DES PRÉSIDENTS DE COURS ET DES PROCUREURS GÉNÉRAUX LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE OPÈRE UN MOUVEMENT PARTIEL

Le président de la République a opéré un mouvement partiel dans le corps des présidents de cours et des procureurs généraux de justice ainsi que des présidents et commissaires d'État près des tribunaux administratifs. Ce mouvement a concerné le transfert de 9 présidents de cours de justice et de 6 procureurs généraux, la promotion de 14 magistrats au poste de président de cour ou de procureur général ainsi que la fin de fonction de 6 présidents de cours de justice et de 6 procureurs généraux. Le mouvement a porté également sur le transfert de 7 présidents de tribunaux administratifs et de 6 commissaires d'État, la promotion de 27 magistrats au poste de président de tribunal administratif ou de commissaire d'État, la fin de fonction de 9 présidents de tribunaux administratifs et de 9 commissaires d'État. Enfin, un président de la cour administrative d'appel de Constantine a été nommé.

BANQUE MONDIALE UNE NOUVELLE REPRÉSENTANTE RÉSIDENTE EN ALGÉRIE NOMMÉE

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé, hier, dans un communiqué transmis à notre rédaction, la nomination de M^{me} Cemile Hacibeyoglu Ceren au poste de représentante résidente de son bureau conjoint en Algérie. Elle succède à M. Kamel Braham, qui a occupé cette fonction au cours des quatre dernières années.

Dans ses nouvelles fonctions, M^{me} Cemile Hacibeyoglu Ceren assurera la coordination des relations entre le Groupe de la Banque mondiale, le Gouvernement algérien, les partenaires au développement et les parties prenantes. Elle contribuera à la mise en œuvre d'initiatives alignées sur les priorités nationales de développement, en cohérence avec la mission du Groupe : mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée sur une planète vivable, précise le communiqué. L'Algérie fait partie des 41 pays dotés d'un bureau conjoint réunissant la BIRD, la SFI et la MIGA sous une direction unifiée, dans le cadre de l'approche intégrée «Une seule Banque mondiale». Cette approche vise à proposer des solutions de développement plus cohérentes et efficaces. Grâce à sa solide expérience dans le développement du secteur privé, M^{me} CemileHacibeyoglu Ceren est idéalement placée pour accompagner les efforts de diversification économique du pays, est-il également indiqué. Elle cumule près de vingt ans d'expérience dans le développement, acquise en Afrique, en Europe de l'Est, au Moyen-Orient et en Asie centrale.

R. N.

OMAR REKKACHE, DG DE L'AAPI, REÇOIT L'AMBASSADEUR DU BANGLADESH LES OPPORTUNITÉS DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE EXAMINÉES

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu, hier à Alger, l'ambassadeur du Bangladesh en Algérie, Mohammad Nazmul Huda, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération économique bilatérale, notamment dans le domaine de l'investissement, a indiqué un communiqué de l'AAPI. La rencontre, qui s'est déroulée au siège de l'Agence en présence de plusieurs de ses cadres, a permis de souligner l'intérêt manifesté par plusieurs entreprises bangladaises pour le lancement de projets d'investissement en Algérie, notamment dans le secteur de la construction navale. Ainsi, la so-



ciété KarnafulyShipBuilders Limited (KSBL) a exprimé sa volonté

d'implanter une usine en Algérie, précise la même source.

De grandes entreprises bangladaises ont également affiché leur intérêt pour investir dans les secteurs de l'agriculture et des industries agroalimentaires, compte tenu des opportunités et des avantages offerts par le marché algérien dans ces secteurs stratégiques, considérés comme prioritaires pour l'économie nationale. De son côté, M. Rekkache a réitéré la disposition de l'Agence à soutenir cette dynamique et à organiser, en coordination avec les départements ministériels concernés, des rencontres entre investisseurs des deux pays, dans le but d'explorer les opportunités d'établissement de partenariats efficaces, ajoute le communiqué.

ÉDITORIAL

«Où sont les Arabes ? Où sont les Arabes?»

Combien de fois n'avons-nous pas été interpellés par les cris des Ghazaouis

émergeant des décombres, portant des enfants morts dans leurs bras, hurlant à vous glacer le sang, face à la caméra, leur impuissance. Cette question tellement légitime a fini par devenir une énigme planétaire. Tout le monde se la pose mais personne ne détient de véritables explications.

Les habitants de Ghaza qui se demandent pourquoi leurs voisins et «frères de sang» ne les défendent pas contre les bombardements barbares de l'armée sioniste, ne forcent pas le blocus alimentaire et sanitaire imposé par le «grand régisseur du Proche orient», se sont résignés et ont détourné leurs regards vers le ciel. En déclenchant l'opération «Déluge d'Al Aqsa», la résistance palestinienne a peut-être cru «naïvement» ressusciter la flamme d'antan. A l'évidence, le sentiment populaire majoritaire dans

LES «FRÈRES» !

les pays arabes est celui de la solidarité entière avec la cause palestinienne. Les principales capitales de la région se sont fourvoyées dans une sorte de prudence excessive, à telle enseigne que leur réponse dans les différents sommets, aussi bien de la Ligue arabe que celui de l'OCI, a été d'une tiédeur polaire. Aux communiqués creux comportant des critiques rhétoriques d'Israël, s'en est suivi un silence sidéral. Depuis le début du conflit jusqu'à aujourd'hui, et pendant de très nombreuses décennies, certains pays arabes ont suivi leurs propres intérêts. D'autres parlent de soutien aux Palestiniens et de solidarité, un soutien qui ressemble étrangement à celui de la corde qui soutient un pendu. 100.000 enfants ghazaouis sont menacés par la mort à cause de la famine dans les prochains jours. Depuis des mois, des tonnes de produits alimentaires et de médicaments sont parqués dans des camions de

l'autre côté du passage de Rafah sans la moindre pression des «frères» sur l'entité sioniste ni sur Washington pour les faire parvenir à Ghaza. Rien, pas un grain de riz ni une goutte d'eau. Pour d'autres encore les intérêts nationaux passent avant tout et la déconnexion avec la cause est totale. Les Palestiniens ont été abandonnés depuis longtemps au profit d'une normalisation galopante. Constante dans ses positions fermes et immuables, l'Algérie n'a jamais caché son soutien franc, ni tourné le dos au dossier palestinien qu'elle a érigé au rang de cause sacrée. Les concepts qui faisaient autrefois battre le cœur du Moyen-Orient, comme le panarabisme, ne sont aujourd'hui que des échos du passé. Malgré ces aléas imposés, la question palestinienne demeurera présente et un rien suffit à la rouvrir.

El Moudjahid